



# Tous urbains

N° 3

Novembre 2013

Frédéric Bonnet

**Ingénieur, civil ?**

Jean-Pierre Charbonneau

**Idées reçues  
et autres lieux communs**

Jacques Donzelot

**L'urbain, en vérité**

Cynthia Ghorra-Gobin

***Subprime* : un défi  
à l'« idéal » suburbain**

Michel Lussault

**Nous sommes tous des co-habitants**

Olivier Mongin

**Pour une approche plurielle de l'urbain**

Philippe Panerai

**Le nouveau billet de 5 euros**

Vincent Renard

**D'un choc à l'autre**

Jean-Michel Roux

**L'« affirmation » des métropoles**

**Regard critique : Le *Millenium Park* de Chicago**

**Entretien : Georges Zouain**

**Scènes de vie : Joël Baqué**

puf

# Tous urbains

**Tous urbains.** La mondialisation contemporaine, celle qui s'accorde aux nouvelles technologies et déplace les sites industriels hors d'Europe, ne se résume pas à la seule mondialisation économique. Elle correspond également aussi à une mondialisation urbaine : entamée au <sup>xx</sup>e siècle, fort visible sur les cartes, celle-ci est très rapide et souvent douloureuse. Ce dont témoignent la croissance endogène dans les grandes mégapoles d'Amérique latine et les flux migratoires qui font passer de la campagne vers la ville en Asie et en Afrique.

**Tous urbains.** L'urbanisation contemporaine ne signifie pas que la Terre entière est une gigantesque construction mais que les mœurs urbaines se diffusent dans l'ensemble des territoires et affectent tous les paysages. Instituée historiquement à côté de la campagne, face à la forêt et au désert, l'urbanisation est désormais sortie de ses gonds, elle s'est retournée sur elle-même et pénètre tous les espaces. Il faut dès lors réinventer un univers urbain susceptible de « faire monde » comme la ville a pu le faire à une époque où elle marquait encore des limites. Habiter se décline pour tous à toutes les échelles et à toutes les vitesses.

**Tous urbains.** Les entités urbaines ne sont plus autonomes, toutes subissent la pression de flux qui sont techniques, migratoires, économiques et naturels. Le global est partout dans le local, le devenir urbain passe par l'interconnexion matérielle et immatérielle : dans ces conditions le repli dans le local et le retour au village sont des illusions. Il n'y aura de mondialisation urbaine habitable et soutenable que celle qui associe le global et le local. Après l'urbanisme industriel, saura-t-on inventer un urbanisme susceptible d'accompagner ces transformations dans les pays émergents ou ré-émergents ?

**Tous urbains.** C'est rappeler que l'esprit de la ville est celui de la cité et de la démocratie. *L'urbs* et la *civitas* (l'urbain est un citoyen qui vote dans sa commune) allaient de pair en Europe, mais la tendance se renverse au bénéfice d'inégalités et de démarcations sociales et de murs urbains. La démocratie politique ne peut pas soustraire aux exigences de la démocratie sociale et de la démocratie urbaine. ONU Habitat annonce à grands renforts de trompettes que le <sup>xxi</sup>e siècle sera le siècle des villes... Mais de quelle ville veut-on vraiment parler ?

## En guise d'ouverture

L'AVENTURE de *Tous urbains* continue avec ce numéro 3. Depuis le début, vous avez été nombreux à nous encourager et à nous soutenir. Nous vous remercions de nous suivre, de lire régulièrement et faire connaître cette revue d'intervention modeste dans sa forme mais toujours déterminée et ambitieuse dans sa volonté d'infléchir les façons de penser les questions liées à l'urbanisation mondiale.

Nous poursuivons donc dans la veine de l'analyse des phénomènes urbains contemporains avec l'objectif de susciter la discussion, le débat, la controverse. Dans les pages qui suivent, vous pourrez constater que nos éditoriaux continuent de présenter des idées claires et tranchées. Nous avons choisi pour l'entretien d'aborder la question du patrimoine, à travers le témoignage d'un acteur de la mise en œuvre de la politique de l'Unesco. Le poète Joël Baqué nous livre une scène de vie qui déambule dans quelques lieux parisiens. Nous donnons une large place à une analyse détaillée d'un projet urbain (le *Millenium Park* à Chicago), afin de mettre en avant son caractère emblématique de la mondialité. Enfin, nous consacrons le dossier aux rapports entre espaces et mobilisations politiques, sujet dont l'actualité ne se dément pas depuis quelques années et qui nous semble essentiel.

Le numéro 4 paraîtra en janvier 2014 et nous aurons ainsi bouclé la première année de notre tentative de renouveler le débat d'idées. Mais il ne s'agit pas seulement pour nous de critiquer, de dénoncer les insuffisances des actions de politique publique. Nous souhaitons aussi de plus en plus proposer, construire, inventer, dans un monde dont les codes ont manifestement changé. Ces propositions et ces solutions nous vous les soumettrons aussi à travers des rencontres, que nous tenterons d'organiser à partir de 2014, afin de poursuivre selon d'autres modalités ce que la revue a lancé. Là encore nous aurons besoin de vous. D'ici là n'hésitez pas à nous envoyer vos commentaires.

Tous urbains

# Nous sommes tous des co-habitants

Michel Lussault\*

Il faut donner une place centrale aux concepts d'habitat et d'habiter si l'on veut rendre intelligibles les dynamiques urbaines contemporaines, leur rôle dans la mondialisation et réfléchir conséquemment à l'élaboration d'une autre conception de la politique centrée sur les pratiques des individus (voir mon texte « Politique des installations » dans le dossier de ce numéro).

Au XIX<sup>e</sup> siècle, le mot « habitat » a désigné, dans son acception la plus générale, l'ensemble des conditions nécessaires au développement de la vie d'une espèce animale ou végétale déterminée. La géographie universitaire classique, qui se constitua à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'utilisa pour en faire le descripteur du « milieu » propice à la vie des collectivités humaines et parallèlement celui des dispositions spatiales du peuplement humain. De ce second sens a dérivé une signification restreinte, qui est souvent celle retenue, à tort, où l'habitat en vient à dénoter seulement les caractéristiques du logement et ses dépendances et abords – voir les notions usuelles d'habitat rural et d'habitat urbain.

Or le concept d'habitat doit plutôt être entendu d'une manière qui retrouve l'idée

première, celle d'une appréhension globale du mode d'occupation de l'espace par les individus et les groupes, tout en y injectant impérativement une prise en compte de ce que les sciences de l'homme et de la société apportent désormais à notre compréhension du fonctionnement social. Et ce afin de ne pas « naturaliser » l'habitat et l'habiter, ce qui est un travers fréquent : l'homme est certes un animal, mais un animal politique et culturel, et son habitat n'est pas réductible à un « territoire » éthologique.

Toutefois, dans l'ensemble, les usages courants renvoient encore à une conception trop résidentielle de l'habitat. Celui-ci, dès

“ *Le concept d'habitat doit plutôt être entendu d'une manière qui retrouve l'idée première, celle d'une appréhension globale du mode d'occupation de l'espace par les individus et les groupes.* ”

“ *La question du logement n'épuise pas celle de l'habitat.* ”

lors, est pensé comme l'espace où un individu ou un groupe est installé pour y demeurer, et habiter vient à signifier simplement : avoir son domicile quelque part, résider. Pourtant, la question du logement n'épuise pas celle de l'habitat. Celui-là est plus petit que celui-ci, en quelque sorte, il est une unité résidentielle qui autorise l'action d'habiter – l'habitation. Si l'on considère en général, à juste raison, que l'habitat des humains est fondé sur la résidence, point de la sédentarisation, se déploie à partir d'elle et « informé » par elle, il existe toutefois des habitats sans « logis » fixes : celui des sans-domicile par exemple, ou des nomades.

Il importe assurément de conserver une place éminente à la résidence mais de ne pas rabattre toute l'analyse sur elle. Car l'habitat est un objet protéiforme et complexe : l'environnement spatial (matériel et idéal, puisque l'habitat est une réalité qui excède la matérialité) socialement construit de l'existence humaine – généralement centrée sur le logis. L'habitat n'est pas un simple contenant (de la vie sociale), un support fonctionnel statique de la pratique – manière de signaler à quel point les pensées technicistes et fonctionnalistes de l'habitat, celles de l'urbanisme moderne au premier chef, se sont fourvoyées. L'habitat offre du répondant aux pratiques qu'il accueille et qui l'installent.

Si l'examen de la disposition « physique » et des aspects formels des unités résidentielles dans une aire donnée ainsi que celui des relations entre les différents espaces d'habitation restent utiles, cela ne peut suffire. Car on omettrait alors et tout à la fois de rappeler l'existence de puissantes idéologies spatiales liées à l'habitat et de placer au centre du dispositif l'acteur principal : l'habitant et son « habiter ».

Ce dernier mot est essentiel à la compréhension de l'habitat et réciproquement. Il désigne à mon sens la *spatialité typique des*

acteurs individuels. Il se caractérise par une forte interactivité entre ceux-ci et l'espace dans lequel ils évoluent. La notion donne la part belle au rôle de l'individu, du langage, des réalités idéelles ; mais on n'oubliera pas que rien dans l'espace et la spatialité n'échappe à la société et à l'historicité, pas plus que l'habitat n'est jamais « hors-sol », « extra-terrestre », ce qui impose de réfléchir à la place qu'y tiennent les éléments biophysiques fondamentaux que sont l'eau, l'air, la terre, tout comme celle des artefacts matériels.

Ainsi, les acteurs sociaux, grâce aux « arts de faire » spatiaux qu'ils manifestent, cohabitent et installent, à partir de leur utilisation personnelle de la ressource spatiale, chacun, leur *habitat* et, collectivement, leurs espaces de vie communs. L'ensemble des habitats et les structures mises en place par les groupes humains afin que ces habitats individuels puissent être durables et efficaces – ils ont besoin de cette base structurelle pour se constituer et se maintenir – se consolident en agencement, en lieux, aires et réseaux entremêlés et articulés, bref en environnement spatial urbain.

“ *Les acteurs sociaux, grâce aux « arts de faire » spatiaux qu'ils manifestent, cohabitent.* ”

L'habitat, ainsi considéré, se déploie de la sphère intime, sensorielle et corporelle (premier niveau de la spatialité) au Monde, considéré comme l'espace social de dimension terrestre. L'analyse de l'habiter humain et des habitats qui en résultent tout en en constituant des conditions de possibilité est donc pertinente à toutes les échelles. Elle permet d'ouvrir la double question de la relation habité/habitant et de l'habitabilité des espaces terrestres, qui est cruciale, puisqu'il s'agit d'une interrogation fondamentale sur les modalités selon lesquelles les êtres humains organisent leur écoumène.

\* Géographe, auteur de *L'Avènement du Monde. Essai sur l'habitation humaine de la Terre*, Paris, Le Seuil, 2013.

# Pour une approche plurielle de l'urbain

Olivier Mongin\*

LES villes contemporaines n'en finissent pas de parler d'elles-mêmes sur un mode attractif. À ces fins, elles recourent à des langages qui se superposent plus qu'ils ne s'entrecroisent et se renforcent. L'une des difficultés de l'urbanisation planétaire, c'est le recours à des jeux de langage qui s'ignorent la plupart du temps. Ils sont au moins au nombre de trois. Le plus souvent, on met en avant un projet urbain (hier on parlait de programme) qui est porté par des urbanistes, par des agences, par des consultants, par des ingénieurs, par autant de professions qui organisent la ville et ses chantiers. La ville est avant tout un grand chantier urbain, comme aime à le dire Patrick Bouchain.

À côté du projet urbain, tout un travail de communication passe par des mises en images qui misent sur des événements, des musées, des gares TGV, des photos, bref par ce qui valorise la ville et la fait « remarquer ». La Cour des comptes a rappelé à l'ordre ces agglomérations qui multiplient réclames, portraits et guides en tous genres pour s'exposer au reste du monde au risque

de devenir une vitrine. Enfin, il y a le langage de ce qu'on appelle la gouvernance qui renvoie à ceux qui ont le pouvoir de décider du chantier. Projet urbain, imaginaire et gouvernance, ces trois approches correspondant à trois langages sont le plus souvent décalées, disjointes, voire discordantes car il n'est pas toujours aisé pour des professionnels (à commencer par les architectes et les chercheurs) « sous tutelle » des collectivités territoriales de s'autoriser des observations déplaisantes. Comment peut-on parler du MuCEM à Marseille sans dire le scandale que représente la Maison de la Méditerranée érigée à proximité par la région ?

“ Les villes recourent à des langages qui se superposent plus qu'ils ne s'entrecroisent et se renforcent.

“ Comment parler de la ville ? Quels mots employer ? Quel glossaire fournir pour échapper à la segmentation de la ville ?

Cette difficulté à parler d'un seul langage qui tienne compte simultanément du projet urbain, de l'imaginaire urbain et de la gouvernance urbaine est d'autant plus artificielle qu'elle fait souvent écho à des dynamiques urbaines extra-européennes fort contrastées. Là où il y a gouvernance urbaine, là où il y a projet urbain, l'imaginaire urbain est en effet de plus en plus capté par une communication mondialisée extravertie dont les habitants, les grands absents, font les frais de l'opération. Si une ville comme São Paulo (vingt millions d'habitants) revendique de respecter les critères de la ville créative chers à Richard Florida, on ne voit cependant pas trop en quoi ceux-ci concernent Le Havre (cent cinquante mille habitants). Là même où l'urbanisation est portée par des États et des Villes, l'habitant est de plus en plus dépossédé, souvent remplacé par des artistes ou des professionnels en charge de rendre visibles les pratiques de ces mêmes habitants. À l'inverse, là où l'absence de projets urbains ou de gouvernements urbains est manifeste, la place prise par

les habitants est rendue plus visible. Ce n'est pas enterrer une ville africaine comme Kinshasa dans ses malheurs et ses aliénations que de constater qu'elle enfile et déroule comme peu de villes au monde les récits d'une ville qui, en apparence sans demeure et abri, n'en est pas moins habitée au sens où elle n'en finit pas de se raconter des histoires. L'imaginaire se porterait-il mieux là où il n'y a pas d'urbanisme et de communication ? On pense le contraire, mais là où l'urbanisation rime avec démesure comme à Dubaï, la question de l'habiter ne présente guère d'intérêt pour les concepteurs de la ville globalisée. Alors que l'urbanisation avance à toute allure non sans provoquer des dégâts, il est inquiétant de voir l'imagerie urbaine regarder ici du côté de villes tentées par le délire et l'extraversion au lieu de maintenir certaines de nos valeurs urbaines, à savoir que l'urbanisation va de pair avec une urbanité qui est celle des habitants d'un ensemble qui a un nom de ville.

Comment parler de la ville ? Quels mots employer ? Quel glossaire fournir pour échapper à la segmentation de la ville (celles de l'ingénieur, de l'artiste, des édiles...) ? Certains tentent d'y répondre. Mais le plus important est de ne pas sacrifier l'imaginaire urbain sur les autels d'une communication globalisée, cet imaginaire dont Calvino disait qu'il se retrouve dans toutes les villes. Les villes invisibles ne sont rien d'autre que l'histoire d'une seule et même ville, celle que nous retrouvons partout, en bien ou en mal, celle que nous habitons. À condition de ne pas oublier qu'un ensemble urbain exige un projet, un imaginaire et un gouvernement... le plus démocratique possible !

\* Vient de publier : *la Ville des flux. L'envers et l'endroit de la mondialisation urbaine*, Paris, Fayard, 2013.

# Le nouveau billet de 5 euros

Philippe Panerai\*

UN nouveau billet de 5 euros mis en circulation depuis quelques mois remplace le précédent dans nos portefeuilles. À première vue tout a été fait pour que le remplacement se fasse sans douleur : format identique, 11 × 6,2 cm, toujours inférieur à celui de 10 euros, même couleur gris-bleu avec quelques accents jaunes afin d'éviter toute confusion avec le rose pimpant du 10, le bleu lumineux du 20, le saumon du 50 et le vert tendre du 100. Fidèle à la règle qui a inspiré toute la génération de billets européens, il a conservé sur une face un motif de baie, sur l'autre un pont et une carte de l'Europe. La symbolique en a longuement été commentée à l'époque : la baie signifie l'ouverture, le pont la relation, le billet est une métaphore de la construction européenne.

Baie et pont sont les mêmes que dans la version 2002 avec un léger changement de perspective, moins contre-plongée pour la baie, moins plongeante pour le pont. On peut se demander si ce rapprochement de l'horizontale signifie le souhait ou le constat que l'Europe se stabilise. La baie, un arc en plein cintre appareillé en

crosette sur deux piédroits, encadré par des colonnes jumelées, fait clairement référence à l'Antiquité ; elle s'inscrit dans une chrono-logique qui nous rappelle la succession des programmes d'histoire de nos études secondaires : 5 euros, Antiquité ; 10 euros, Moyen Âge roman ; 20 euros, Gothique ; 50, Renaissance et 100, Baroque. Les ponts au dos – un billet a-t-il vraiment un dos ? – évoquent la même partition historique ; celui de 5 euros fait clairement allusion à un aqueduc romain, un pont du Gard sans le relief.

Ce changement qui n'en est pas un cherche à conserver les repères. C'est une modification douce et bien pensante qui ne veut pas troubler les personnes âgées ni les malvoyants avec côté face des hachures en relief et une meilleure lisibilité du chiffre 5 qui se détache plus nettement en brun et en vert moiré. Mais il y a d'autres raisons, trois écritures, le cyrillique slave EBPO qui s'est ajouté au latin EURO et au grec ΕΥΡΩ pour rendre compte de l'accueil de nouveaux membres porte de cinq à neuf le nombre de sigles indiquant le © de la Banque centrale européenne (BCE). La signature a changé et n'est plus sous le drapeau étoilé de l'Europe ; une tête de femme byzantine ou paléochrétienne et une porte se sont glissées dans la bande argentée

\* Architecte, Grand Prix de l'urbanisme, auteur de *Paris métropole. Formes et échelles du Grand Paris*, Paris, Éditions de la Villette, 2008.

“ Pour ne heurter personne, on fait dans l'imprécision, le flou, le faire-semblant.

et font écho au filigrane. Enfin, alors que la version 2002 présentait les motifs sur un fond-paysage rectangulaire aux hachures bleu-gris, la version 2013 utilise des cercles aux courbes estompées où se mêlent le gris-bleu d'autrefois et un jaune éteint qui au dos tourne au vert. Tout cela vise aussi à rendre plus difficile les contrefaçons.

Si le billet a gagné en lisibilité, confort et sécurité, son aspect ne s'est guère amélioré, voire même a empiré en introduisant des arcs et des cercles un peu honteux qui rendent la composition confuse. Tout cela ne serait pas trop grave si à cette composition discutable n'était associé un dessin approximatif et relâché.

Il faut examiner en détail les motifs architecturaux offerts à notre regard et réfléchir sur ce qu'ils sont censés représenter. Côté face, une première hésitation concerne la nature de la baie. Est-ce une porte monumentale ? Mais le muret bas qui forme un soubassement et semble lui-même reposer sur un autre mur s'oppose à l'idée de passage. Ou est-ce une travée de l'étage élevé d'une colonnade comme le laissent supposer le détachement du sol et l'entablement qui couronne le motif ? La baie s'inscrit dans l'ordre ionique comme en témoigne le dessin des chapiteaux à volutes, vraisemblablement ionique romain comme à l'étage du théâtre de Marcellus dont l'ordre ionique se superpose au dorique du rez-de-chaussée, ce que pourrait confirmer le fait que les colonnes soient engagées dans le mur, mais dans le théâtre l'écart entre les baies est moindre et les colonnes ne sont pas redoublées. Enfin, le raccord aux volutes qui termine le chapiteau présente une ondulation caractéristique du ionique grec que l'on ne trouve pas – à ma connaissance – chez les Romains. Bref, on ne sait pas très bien ni où l'on est ni de quoi il s'agit. Et je ne parle pas de l'entablement

avec un semblant d'architrave divisée en deux parties et non en trois, posée en saillie de la colonne, une corniche, en retrait et sans modillon... Ce n'est pas très important me direz-vous, histoire de spécialistes, discussion un peu ennuyeuse ; justement, ce parti pris d'être approximatif est volontaire : il s'agit d'évoquer quelque chose où tout Européen peut se reconnaître, pas de faire un cours d'histoire de l'architecture. Et bien voilà où le bât blesse. Pour ne heurter personne, on fait dans l'imprécision, le flou, le faire-semblant. Vous imaginez qu'on ait mis la porte noire de Trèves (Allemagne) et l'aqueduc de Ségovie (Espagne) pour le 5 euros, qu'auraient dit les Grecs, les Français, les Belges que l'on n'ait pas pris l'exemple chez eux ? Et d'un autre côté, les Allemands ou les Espagnols auraient pu protester d'être cantonnés au 5 euros alors que leur patrimoine peut légitimement leur permettre de figurer plus haut. Vous imaginez les commissions et les querelles pour savoir quel(s) pays aura la chance de figurer sur le billet le plus élevé : 100, 200, 500 euros, sorte de podium olympique de l'économie correcte avec changement de billet tous les dix ans en fonction des résultats.

“ Eurodisney vaut les châteaux de la Loire ou le Parthénon, vive l'architecture Canada Dry !

Subrepticement, on habitue des millions de citoyens à l'à-peu-près et les institutions donnent l'exemple de cette absence d'exigence.

Eurodisney vaut les châteaux de la Loire ou le Parthénon, vive l'architecture Canada Dry !

On attend impatiemment le billet de 10.

# S ubprime : un défi à l'« idéal » suburbain

Cynthia Ghorra-Gobin\*

La crise des prêts hypothécaires en 2007 aux États-Unis est généralement perçue comme le déclencheur de la crise qui a touché de nombreux pays dès 2008 en raison de la globalisation financière. Ce fut l'occasion pour l'opinion publique de se familiariser avec la déréglementation et de retenir le mot de « titrisation », mécanisme autorisant les banques à transformer leurs dettes en produits financiers et à les revendre sur un marché globalisé. Il a également été question du sort réservé à des propriétaires aux revenus limités dont certains furent contraints d'abandonner leur maison. Comme le souligne le remarquable documentaire *Cleveland versus Wall Street*, des crédits avaient été accordés à des personnes et des ménages peu solvables (faibles revenus ou ancrage limité dans le marché du travail). De nombreux accédants à la propriété n'avaient par ailleurs pas remarqué que le contrat indiquait que les taux d'intérêt n'étaient pas fixés. Ces derniers ont rapidement augmenté au début de la décennie 2000 et les ménages

ont accepté cette hausse parce qu'ils savaient que leur bien prenait de la valeur en raison de la hausse des prix de l'immobilier. Ce système a été opérant aussi longtemps que le marché immobilier enregistrait une hausse des valeurs foncières et immobilières. Mais la « crise » est survenue lorsque les ménages endettés réalisent que leur crédit est plus élevé que la valeur du bien qu'ils possèdent. Les ménages les plus vulnérables font alors face à des saisies immobilières (*foreclosures*) initiées par les banques pendant qu'une grande partie des accédants à la propriété se retrouvent sous l'eau (*underwaters*), c'est-à-dire continuent de rembourser des emprunts dont les intérêts sont largement supérieurs à la valeur du bien.

La crise a entraîné beaucoup de souffrance pour les ménages contraints d'abandonner leur maison tout comme elle a perturbé la vie quotidienne dans de nombreux quartiers pauvres dans des villes comme Cleveland (Ohio) ou Detroit (Michigan) ou dans des zones périurbaines comme San Bernardino dans la métropole de Los Angeles. Le propos retenu ici ne consiste pas à revenir sur les mécanismes inhérents aux prêts et plus particulièrement sur les inégalités d'accès aux prêts pas plus qu'il n'est question de rendre

compte de la tristesse des quartiers où de nombreuses maisons abandonnées sont désormais barricadées. Il s'agit plutôt de dire combien la crise a affecté la nature même du « rêve » américain, l'accès à une maison individuelle entourée d'un jardin. En d'autres termes, elle se présente aussi comme un révélateur d'une remise en cause de l'idéal suburbain remontant au XIX<sup>e</sup> siècle qui s'est solidement incarné, dès les années 1960, avec le *White Flight*. Ce point de vue, qui indique un changement dans les représentations et les préférences, n'est pas *a priori* « politiquement correct » mais il présente l'intérêt de rendre compte de la possible réversibilité du milieu suburbain. La promotion immobilière s'intéresse de moins en moins à la production de lotissements peu denses avec des maisons de type *McMansion*. Des retraités nantis n'hésitent pas à quitter la banlieue pour la ville contribuant ainsi à la gentrification de quartiers populaires. Quant à certaines banlieues – notamment les *inner-suburbs*, la première couronne à proximité de la ville centre –, elles s'urbanisent et se densifient pour accueillir des maisons de ville ou encore des petits immeubles. Le souci de la valorisation des espaces publics et de la mixité fonctionnelle n'est plus le seul apanage des villes.

Ces récents aménagements présentent l'intérêt de prendre en compte de manière explicite les besoins des piétons et, de ce fait, de concevoir des espaces publics de qualité donnant ainsi une allure urbaine (trottoirs et boutiques) dans des espaces qui n'étaient jusqu'ici dévolus qu'à la

voiture individuelle. Ils ont été rendus possible grâce à des modifications apportées au plan d'urbanisme et à l'influence croissante du *New Urbanism*, ce courant d'architecture et d'urbanisme prônant depuis une quinzaine d'années une alternative à la faible densité urbaine des banlieues traditionnelles. Les vastes garages (accueillant souvent jusqu'à trois voitures) visibles à partir du trottoir sont désormais réduits et dissimulés. La banlieue traditionnelle se métamorphose. La voiture n'est pas éliminée mais il y a des tentatives pour intégrer des transports en commun comme à Los Angeles avec un réseau de métros qui était pratiquement inexistant, il y a tout juste quinze ans. On parle d'ailleurs du *Walkable Urbanism* tant les préoccupations concernant la marchabilité sont prises en compte.

“ Certains critiques soulignent le caractère réversible de cet idéal suburbain se traduisant par une progressive urbanisation des banlieues.

La crise des prêts hypothécaires ayant principalement concerné des propriétaires de maisons individuelles peut finalement être perçue comme le révélateur de l'obsolescence de l'idéal suburbain ainsi que l'indiquent les récents changements observables dans le paysage suburbain. En évoquant l'avènement de l'ère postsuburbaine, certains critiques soulignent le caractère réversible de cet idéal suburbain se traduisant par une progressive urbanisation des banlieues.

Il ne s'agit pas de créer de la ville dans les banlieues mais de rompre avec le caractère romantique et bucolique de ces dernières.

“ La crise a affecté la nature même du « rêve » américain, l'accès à une maison individuelle entourée d'un jardin.

\* Géographe, directeur de recherche CNRS au Centre de recherche et de documentation sur les Amériques (Creda), elle a dirigé le *Dictionnaire critique de la mondialisation*, Paris, Armand Colin, 2012.

# L'urbain, en vérité

Jacques Donzelot\*

PARTOUT, en Europe, l'urbanisation est allée de pair avec un mécanisme de rééchelonnement des repères territoriaux de la société au bénéfice des villes, par une diminution importante du nombre des communes et une redéfinition du rôle de l'État qui s'appuie sur le registre suprana-tional pour fonctionner de manière plus incitative qu'impérieuse. En France, cette réévaluation des échelons tarde à se faire. Nous gardons presque le même nombre de communes qu'au moment de la Révolution, la moitié du nombre total de celles-ci en Europe ! Et cette persistance dit bien la force du localisme, sa prétention à incarner le « pays profond ». Nous gardons aussi un État volontariste, prétendant régir son territoire. Pour une raison qui remonte tout autant à la Révolution, à son autre face, jacobine et non pas girondine, technocratique et non pas localiste. De sorte que l'urbanisation s'est trouvée comme déniée par la force de cet affrontement réglé, comme pour l'éternité, entre une base défensive, identitaire et un centre volontaire, fort de ses lumières. Et que la

résolution des problèmes de la ville passe, d'abord, par l'affirmation de son rôle politique.

Face à ce problème, la réponse a tenu dans la seule incitation au regroupement des communes par des faveurs accordées à ces ensembles à proportion de la taille qu'elles atteignent et de l'étendue des tâches qu'elles décident de partager. Mais cette formule a révélé ses limites. Pour preuve de celles-ci, il suffit de considérer le maintien, à l'échelon communal, des postes correspondant à ces fonctions pourtant dévolues à l'échelon central. Aussi en arrive-t-on au constat qu'il n'y aura jamais de véritables communautés urbaines sans une élection au suffrage universel des représentants de celles-ci, seul moyen pour qu'ils puissent faire prévaloir cet échelon sur les « paroisses » qui en font partie.

En quoi la constitution d'un véritable pouvoir d'agglomération permettrait-elle de mieux traiter la question de la ségrégation sociale que l'on appelle, en France, la question « des banlieues », désignant ainsi les cités sociales où se trouvent concentrées populations pauvres et minorités ethniques ? La politique dite de la ville qui se confronte, depuis plus de trente ans, à ce problème n'affiche guère de résultats bien convaincants. Et cet échec relatif peut

\* Sociologue, auteur de *la France des cités. Le chantier de la citoyenneté urbaine*, Paris, Fayard, 2013.

“ En quoi la constitution d'un véritable pouvoir d'agglomération permettrait-elle de mieux traiter la question de la ségrégation sociale ?

aisément être rapporté à ce classique partage des rôles entre le central et le communal. À l'État revient la tâche noble de lutter contre la « dérive communautariste » de ces cités, grâce à un ambitieux programme de rénovation urbaine qui devrait permettre d'y instaurer une mixité sociale conforme à l'idéal républicain de peuplement du territoire national. Quant aux élus locaux, ils ont surtout en charge le développement de la vie associative. Mais force est bien de constater que la promesse de la mixité sociale ne se concrétise guère par la rénovation et que le développement de la vie sociale dans ces quartiers relève plus d'une technique de clientélisme associatif des élus que d'une remise en mouvement des habitants. Aussi voit-on les professionnels de cette politique se tourner de plus en plus vers des formules de développement du « pouvoir d'agir » des habitants qui leur permettrait de s'inscrire dans une gouvernance d'agglomération, de constituer une force à cette échelle pour profiter de la ville plutôt que se trouver dispersés ou de rester les obligés du maire.

Le ressentiment contre les grandes villes des habitants du périurbain dit profond est apparu plus récemment avec la montée d'un vote populiste particulièrement élevé dans ces zones d'habitation. Et l'explication de ce malaise apparaît assez facilement. Autant le périurbain proche correspond à une population relativement aisée qui veut bénéficier des « aménités campagnardes » tout en bénéficiant des avantages de la ville – sans avoir pour

autant à en payer le prix en impôts locaux puisque relevant ainsi de petites communes moins exigeantes –, autant la partie éloignée est peuplée par des couches populaires tentées par l'accession à la propriété mais qui se trouvent ainsi comme piégées par la durée de l'endettement, la longueur des trajets menant à la ville, la faiblesse des équipements. Pour ces ménages, une fois passé le moment du rêve, tout devient menaçant : la perte d'un emploi qui peut signifier la perte de tout, la difficulté d'offrir à leurs enfants un avenir qui paraît réservé à ceux des villes. Face à ce problème, là encore, le double jeu des politiques centrale et communale révèle ses effets nocifs.

“ Pour ces ménages, une fois passé le moment du rêve, tout devient menaçant.

L'État tient un discours de densification de l'habitat au nom du développement durable qui paraît plus incantatoire qu'effectif. Quant aux communes lointaines, elles voient dans ces constructions le moyen de conjurer le dépeuplement qui les menace et les encouragent sans se soucier de la suite. On voit bien alors comment la solution à cette question ne peut venir que d'une communauté urbaine forte, capable de passer des contrats exigeants avec les petites communes environnantes, de faire contribuer les habitants les plus proches aux « frais de centralité » mais également de conditionner la mise en place de services dans les communes plus lointaines à une rationalisation de leurs plans d'urbanisme. Il n'est pas de solution aux problèmes posés par les villes qui ne passe par un accroissement de l'étendue de leurs responsabilités.

# Idées reçues et autres lieux communs

Jean-Pierre Charbonneau\*

Et si les raccourcis, les simplifications abusives, les idées reçues étaient plus dangereux qu'on le croyait ? Un premier exemple qui sera suivi d'autres éditoriaux : « Ville émergente, ville archipel, ville durable... ».

Le sujet est-il si inabordable que l'on doive le conceptualiser, en parler de manière abstraite pour tenter d'en saisir les contours ? Une telle approche le rend-il plus compréhensible ?

Depuis des décennies et pas seulement dans les villes occidentales, des savoirs, des compétences se sont peu à peu constitués, des maîtrises d'ouvrage conduites par des professionnels formés se sont mises en place. Les maîtres d'œuvre ont appris à travailler avec d'autres, à faire des projets abordant la complexité. Des méthodes ont été élaborées. Certaines réalisations ont fait leur preuve, d'autres se sont révélées inutiles, voire d'un effet négatif. Il suffit, pour mesurer le changement, de regarder les espaces publics rénovés ou créés aussi bien dans les centres que dans les banlieues. Alors que, jusque dans les années 1980, l'on s'évertuait à construire des infrastructures qui la plupart du temps

dégradaient l'espace des villes et l'urbanité, des politiques de transport se sont peu à peu mises en place. Elles se traduisent par une offre souvent coordonnée allant des trams ou des métros aux bus, voire aux vélos en libre-service. On aborde la réhabilitation des immeubles des années 1960 avec beaucoup de soin, que ce soit dans leur aspect, l'offre de qualité d'habiter qu'ils proposent et leurs performances énergétiques. Il y a trente ans, on se contentait de faire un travail social et de peindre les façades de manière multicolore, stigmatisant encore plus les lieux et les gens.

Le sujet de l'urbain est devenu central dans nos sociétés. Nous ne sommes pas face à un concept impénétrable qu'il faut tenir à distance de peur de s'y brûler les doigts mais bien devant un phénomène concret, qui nous touche tous, certes complexe mais qu'il faut affronter, même s'il ne faut pas se bercer de l'illusion d'en terminer avec lui, de l'achever. Bien sûr c'est compliqué, lent. Les résultats ne sont jamais définitifs. Personne n'est le grand sauveur. Évitions donc de pavoiser et d'énumérer les succès comme des quartiers de noblesse. Mais de réelles avancées ont lieu et l'on vit en général plutôt mieux, les cités fonctionnent mieux. Ne jetons donc pas

\* Urbaniste, consultant.

“ Il n'y a pas une mais des situations urbaines.

le bébé avec l'eau du bain. Il n'y a pas une mais des situations urbaines. Rappporter cette multiplicité à un concept unificateur est non seulement discutable mais aussi dangereux. C'est oublier que la connaissance du contexte donne déjà des pistes de solutions, que ce qui est là est une ressource. On peut aborder cette compréhension grâce aux observatoires – des transports, de l'habitat, de l'économie –, aux études urbaines ou sociologiques. Il faut mobiliser les moyens y compris humains dont dispose le lieu, les dynamiques qui s'y exercent. Les visions de l'avenir s'appuient souvent sur des analyses territoriales et des débats politiques. De multiples projets sont conduits, qui concernent tous les thèmes de l'urbain et participent eux aussi à la connaissance de ce qui est en jeu. De leur côté les acteurs, habitants ou associations, apportent une expérience précieuse, parfois des initiatives, pour peu qu'on les entende.

Bien sûr nous ne sommes pas au bout. Certes, il faut améliorer les savoirs, les décisions, les productions, complexifier les approches, conforter la place du public dans le processus, dans les choix, être capable de l'écouter, éviter l'amnésie, aborder le sujet de la culture, intégrer le temps dans les processus... Certes la ville est injuste, peut-être plus qu'avant... Mais nous sommes loin d'être à l'âge de la pierre de l'urbain ! Jadis on ne traitait la ville que par les nouveaux quartiers qu'on y construisait. Aujourd'hui, c'est tout le territoire urbain qui est pris en compte à diverses échelles, rendant envisageable du coup la lutte contre les inégalités.

La conceptualisation peut être vue comme une manière de prendre du recul pour mieux comprendre ce qui est en jeu, pour rendre intelligible le sujet. Mais attention à ce qu'elle ne soit pas un moyen de ne pas agir tout de suite sur le réel. Car

l'urbain est un des leviers pour rendre la ville meilleure et plus juste. Attention à ce que l'ambition d'embrasser le sujet urbain comme un tout indivisible n'ait pas pour conséquence une incapacité à faire. Trop de généralité présente le risque aussi de voir apporter des réponses stéréotypées alors que les villes ne se ressemblent pas, les situations sociales, géographiques, politiques, financières, humaines sont différentes. C'est dans la capacité à comprendre ces situations pour les transfigurer que se situe une des conditions de la justesse de ce qui est produit.

“ La conceptualisation peut être vue comme une manière de prendre du recul pour mieux comprendre ce qui est en jeu.

À trop généraliser, on risque de plus de tomber dans une sorte de consensus, où le sujet semble si compliqué, les difficultés si nombreuses que le courage de rechercher des solutions manque, ou alors qu'il y a si peu de débat concret que l'on ne peut qu'être d'accord. Or l'urbain n'est pas consensuel. Il est politique et comporte une part de conflits, d'intérêts divergents, de modes différents d'utiliser la ville, et d'engagements. L'espace public ou l'habitat sont en ce sens représentatifs. Il ne faut pas éluder ces tensions. Pour transformer, améliorer vraiment, on doit analyser de manière pragmatique les situations dans leur singularité, imaginer des possibles et solliciter des arbitrages, des choix. À trop chercher le consensus on obtient la mollesse, et d'un cheval de course, on fait un chameau.



# L'« affirmation » des métropoles

Jean-Michel Roux\*

LE Parlement examine un projet de loi de « modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles ». En première lecture, les médias ont principalement compté les coups, entre poids lourds de la politique. Je doute que beaucoup des spectateurs aient perçu l'enjeu des combats. Si c'est le cas, qu'ils s'expliquent, je les entendrai avec grand profit.

Le phénomène métropolitain est connu, au moins par prises de vues instantanées. Un vaste territoire, bâti et non bâti, est entièrement occupé par des personnes et des activités en interrelation. L'ensemble pousse des pseudopodes vers l'extérieur, à la fois physiques (des constructions et des équipements) et virtuels (les télécoms). La mobilité est intense sous toutes ses formes : celles des entreprises et des personnes, de la vie quotidienne et des localisations. On ne perçoit aucun modèle alternatif, la loi elle-même se mêlant désormais de l'attribution du titre.

Si on s'en tient aux gros bassins de vie et d'emploi, on oublie que de petites agglomérations sont touchées elles aussi. Une PME vendéenne est dans le grand bain, au

\* Conseiller en urbanisme, il a publié notamment *Des villes sans politique*, Saint-Herblain, Gulf Stream Éditeur, 2006.

même titre qu'une multinationale, avec naturellement moins d'information et moins de pouvoir pour infléchir l'ordre des choses. C'est donc à bon droit que de modestes intercommunalités se proclament Saint-Rémy-sur-Deule-Métropole (j'ai changé le nom).

Surtout on risque de percevoir la métropole comme un avatar de la ville historique, la banlieue s'étendant simplement plus loin qu'autrefois. D'où une volonté constante de la législation et des documents de planification d'organiser tout (économie, logement, commerces, éducation, sport, etc.), de réduire les déplacements, et d'empêcher l'« étalement ». Bien des Scot d'agglomération (schémas de cohérence territoriale) se perdent ainsi dans les intentions générales, sans trouver des moyens convaincants pour les mettre en pratique.

Or le territoire métropolitain, fruit d'une multitude de décisions, est instable et n'a pas de frontière ferme. La mobilité, par exemple, est une contrainte, mais aussi un droit. Lequel est exercé partout. Il est souhaitable de retrouver des proximités, mais on ne doit pas oublier que les habitants des principaux centres historiques, de loin les mieux dotés en services et transports en commun, utilisent moins la

voiture que les banlieusards pour des trajets courts, mais sont aussi les plus consommateurs de voyages à longue distance en train et avion (et, dans ce dernier cas, avec un carburant détaxé).

La planification et les règles d'usage des sols doivent faire preuve d'humilité, mais elles n'en sont que plus nécessaires : conduire des projets complexes ; lancer des politiques sectorielles ; agir dans les crises. Certes, par exemple, il sera difficile d'*offrir* 70 000 logements neufs par an, pour répondre aux *besoins* des Franciliens, comme le veut le Sdrif (schéma directeur de l'Île-de-France). Mais on peut analyser plus finement la demande, agir pour réguler les prix, relancer l'aménagement pour produire des terrains à bâtir, diversifier l'offre, etc. Bref, il y a place pour des politiques.

Comment font les autres ? Une des curiosités du débat qui fait rage est la totale ignorance des transformations très profondes qu'ont connues presque toutes les collectivités locales européennes, à la lumière de ce type d'urbanisation. La même observation vaut ailleurs dans les grandes métropoles du monde. Très résumé : la ville centre s'agrandit jusqu'aux limites de l'agglomération dense ; elle porte la « marque déposée » de l'ensemble (Londres, Berlin, New York...) ; elle collabore de façon souple avec de grandes unités périphériques ; elle est divisée en « arrondissements » de taille consistante ; les voisinages sont représentés par des associations de quartiers. Chacun de ces échelons fait l'objet d'élections directes (du moins dans les pays où on vote). Nous pouvons avoir raison contre tous, mais il faudrait voyager au-delà de l'Hexagone pour en être sûrs.

Voyons maintenant le projet français dans son état actuel, avant seconde lecture du Parlement, et en l'attente d'une multitude de décrets d'application. En général, le millefeuille territorial reste en place, plus des conférences territoriales « destinées au dialogue », avec des délégations possibles à des intercommunalités (celles-ci ayant droit à une ébauche d'élection... en 2020).

Le statut optionnel de métropole, lancé en 2010, se maintient en orbite. Trois métropoles sont « affirmées ». À Lyon, on s'approche du modèle européen, au terme d'un habile partage de rôles entre Métropole et département résiduel. À Marseille, on entend surtout les clameurs d'élus pour et contre, sur fond d'insécurité. Enfin, il est créé une Métropole du Grand Paris, pour les quatre départements centraux, surplombant des Territoires intercommunaux à inventer. Les membres des conseils qui gouverneront ces institutions seront hissés sur leur siège par élections indirectes. Les départements et communes gardent leurs prérogatives, avec l'écrasante dissymétrie entre Paris et les autres, et le succès d'estime que cette organisation rencontre : aux municipales de 2008 en Île-de-France, 40 % des électeurs inscrits n'ont pas voté, à aucun des deux tours.

Sur le fond, les équipes de l'Atelier international du Grand Paris ont rendu leur copie sur les « structures métropolitaines ». Les héros sont fatigués. On en a tenu compte : l'exposition a eu lieu dans les sous-sols du 104, « établissement pluridisciplinaire qui va à la rencontre de tous les arts », dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Ce fut d'abord le siège des Pompes funèbres générales, le résultat était à l'unisson : murs de béton bruts, éclairage parcimonieux, tableaux illisibles, buffet chic pour l'inauguration. On croyait être dans Sarajevo après le siège, devant les premières ébauches d'une renaissance éventuelle. L'espoir fait vivre.

“ Une des curiosités du débat qui fait rage est la totale ignorance des transformations très profondes qu'ont connues presque toutes les collectivités locales européennes.

# Ingénieur, civil ?

Frédéric Bonnet\*

LE très beau terme d'« ingénieur civil » a accompagné, dans l'histoire, la fabrication de bien des infrastructures partagées, fondatrices d'un territoire, offertes à tous comme un cadeau : les canaux, l'approvisionnement en eau et les viaducs, les ponts reliant les lieux, etc. Il y a dans le terme à la fois le « génie » créateur, inventif et le civil, civilité, urbanité ou, tout au moins, la dimension sociétale et communautaire de l'ouvrage. Ce qui était aussi fabriqué, outre les structures, c'était le lien social, la richesse économique, et une culture du paysage, une élégance manifeste. On reste fasciné par ces œuvres inventives. L'ingénieur, longtemps, a enchanté le monde.

Cela reste vrai pour certains ouvrages d'art, dont la dimension culturelle est indéniable. Ces beaux objets apportent quelque chose de plus que leur simple fonction. Mais dans des sites urbains de plus en plus complexes, où les infrastructures existantes résistent fortement, l'ingénieur ne parvient que très rarement à dissiper le brouillard de la technique. La complexité, qui pourrait être heureuse et féconde,

devient complication, presque chicanière. Les compétences des uns s'arrêtent au seuil des compétences des autres. La sectorisation découpe le territoire en fragments incohérents, aux contraintes contradictoires.

Ce qui fut un temps l'héritage d'une vision humaniste, transversale, généreuse – Riquet, Colbert, Belgrand encore... – s'est dégradé dans une approche strictement technique, resserré sur quelques questions. L'ingénieur est devenu technicien (... supérieur, et encore), qui applique sur le terrain des normes, les cahiers du Certu sur les genoux et le DTU dans la tête, sans que la confrontation à d'autres champs, d'autres ordres de contrainte et de sollicitations ne produise d'étincelles créatives. Adieu Eiffel, Freycinet et Prouvé, adieu les prises de risque. C'est désormais « ceinture, bretelle et slip en zinc », comme dirait sans sourire un des rédacteurs de *Tous urbains*... Le fait que l'ingénierie urbaine soit aujourd'hui presque complètement maîtrisée par quelques grands groupes, avec plusieurs milliers de salariés, n'arrange rien : on prendra d'autant moins d'initiatives dans ces entreprises où la rentabilité horaire est un credo et la réduction des risques d'entreprise une seconde nature.

\* Architecte.

“ *Le fait que l'ingénierie urbaine soit aujourd'hui presque complètement maîtrisée par quelques grands groupes, avec plusieurs milliers de salariés, n'arrange rien.*

Ce ne serait rien si la ville d'aujourd'hui, que nous partageons ensemble, où les enjeux sociaux sont si ardents, n'était pas en grande partie fabriquée par cette ingénierie-là. Les gares du Grand Paris, les lignes de transport, les routes et les liaisons fluviales, les ports, les réseaux en tous genres, les espaces publics sont de plus en plus lieux d'une confrontation entre compétences diverses. On s'épuise, dans le brouillard des contraintes diverses et variées, souvent non hiérarchisées, à deviner les lignes directrices, ce qui pourrait faire sens commun, servir l'intérêt général. L'entretien annuel du transformateur est mis au même niveau que les flux quotidiens de dizaines de milliers de citoyens, le confort du technicien réparateur a le même impact que l'éventuel plaisir que pourraient avoir les hommes et les femmes que nous sommes dans leur vie quotidienne.

Non pas que ces questions soient illégitimes, et on ne peut que se réjouir qu'elles soient prises en compte. Mais les contingences techniques priment le plus souvent sur la vision urbaine et la qualité élémentaire des espaces, et même, de plus en plus, sur la fonctionnalité des équipements. La superposition des normes, en général contradictoires, multiplie les dispositifs,

justifie des centaines d'heures d'études et de discussion, pour parvenir souvent à des catastrophes : à vouloir répondre aux demandes de chacun, on devient indigents pour tous.

Ces difficultés ne se résoudreont pas par plus de technique, plus de performance, plus de « management opérationnel ». Des arbitrages politiques seraient bienvenus, pour favoriser des choix hiérarchisés, transversaux, qualitatifs, et être capables de mettre les moyens à la mesure de notre niveau. Cela n'est pas simple. La participation citoyenne, par exemple, éminemment politique, se heurte à l'opacité volontaire de la technique. Une « fertilisation » de la culture de l'ingénieur, dès les écoles, mais aussi au sein des entreprises, serait elle aussi heureuse. Pour se souvenir que complexité rime avec richesse, et que le génie des uns et des autres pourrait contribuer, avec un peu de culture commune, avec l'art d'écouter et de comprendre l'autre, à des espaces mieux partagés. Plus urbains, en quelque sorte.

“ *Complexité rime avec richesse, et le génie des uns et des autres pourrait contribuer à des espaces mieux partagés.*

# D'un choc à l'autre

Vincent Renard\*

LA gestion des villes, sauf événements rares, est une affaire lente et progressive. C'est en particulier le cas du cadre législatif et réglementaire, qui, derrière des annonces ambitieuses, n'agit le plus souvent qu'à la marge et dont les effets ne peuvent être évalués que dans la durée.

On peut se souvenir par exemple de l'annonce du ministre de l'Équipement Robert Galey présentant avec quelque solennité sa loi de réforme de la politique foncière de 1975 en déclarant : « À partir de ce jour, le sol cesse d'être un bien économique comme les autres. » Il s'agissait de la modeste réforme du Plafond légal de densité, aux faibles effets, abandonnée depuis... On pourrait multiplier les exemples d'annonces fracassantes suivies de peu d'effet.

Sur nos sujets, peut-être la dernière date marquante est-elle celle de la loi d'orientation foncière du 31 décembre 1967, et bien sûr de façon indirecte les lois de décentralisation du début des années 1980. Depuis le début du siècle, si lois et décrets s'accumulent, on serait en peine de trouver une réforme marquante, dans un contexte pourtant où l'aggravation de

la crise du logement est régulièrement dénoncée et ses causes bien identifiées.

Une évolution se fait jour depuis quelques années. Dans les déclarations officielles, l'heure n'est plus aux réformes progressives, aux modifications « incrémentales », comme on dit maintenant, la politique consiste à créer des « chocs ». Le dénombrement est complexe tant les prétendus chocs se succèdent à un rythme rapide : choc de l'offre, choc de la simplification, choc de la densification...

“ Peut-être la dernière date marquante est-elle celle de la loi d'orientation foncière du 31 décembre 1967.

Et puis l'enchaînement rapide de chocs multiples ne conduit pas toujours à une cohérence évidente, tant les objectifs divers sont éventuellement divergents, voire contradictoires.

Nous voudrions ici en indiquer deux aspects qui paraissent bien illustrer ce point. Le premier a trait au « choc de simplification » et à ses incertitudes, on

pourrait y ajouter un second qui a trait au choc de la densification et sa possible divergence avec le choc de l'offre.

Sur le premier point, la contradiction s'affiche avec une belle évidence, le choc de la simplification intervient dans un contexte de prolifération législative et réglementaire, « petite » loi Duflot, ordonnances sur l'urbanisme, « grande » loi Duflot annoncée pour le début de l'année prochaine...

On peut rappeler ici que la loi Grenelle 2, datant seulement de quelques années, annoncée aussi comme un grand moment de la réforme, est encore bien loin d'avoir reçu ses décrets d'application, dont certains conditionnent la mise en application.

Il est raisonnable d'ajouter les lois correspondant à l'acte III de la décentralisation, et bien sûr le projet de loi de finances pour 2014, qui est peut-être le texte le plus important exerçant ses effets sur la production urbaine. Mais il est bien difficile d'articuler et d'harmoniser dispositions financières et fiscales et urbanisme.

Et puis on doit se poser la question de savoir qui contrôle l'application des règles. Désormais, c'est clairement mission impossible de contrôler la conformité au droit des milliers de décisions individuelles prises par les autorités locales, le « contrôle de légalité » n'est plus en mesure de remplir sa mission, l'application du droit est donc en train de changer de nature. Si l'on comprend bien l'importance de l'objectif de limiter les recours, en particulier les recours abusifs, on comprend aussi que l'ambiance de la production de textes va complètement à l'encontre de cet objectif. Outre qu'il est paradoxal de voir un ministre verte entamer la guerre contre les recours, on voit poindre une réaction des groupes environnementaux, bien résumés par la Fédération France Nature Environnement indiquant que la première ordonnance relative au droit de l'urbanisme sur la limitation du contentieux « sacrifie le droit au recours » et que « ces dispositions pourraient s'avérer dangereuses pour l'accès à la justice des citoyens ».

On doit donc être prudent quand on se reporte à la déclaration de la ministre du Logement du 19 septembre 2012 indiquant, au sujet du choc de simplification : « Le changement de vitesse que le gouvernement souhaite imprimer à la construction nécessitera de changer la loi sur de nombreux points. Ce n'est pas pour le plaisir de légiférer, mais pour faire bouger les lignes, pour changer les rapports entre bailleurs et locataires, pour lutter contre les recours abusifs, pour mieux sécuriser les documents d'urbanisme et les articuler entre eux, pour en faire des outils simples clairs lisibles, et efficaces dans la durée. »

“ Désormais, c'est clairement mission impossible de contrôler la conformité au droit des milliers de décisions individuelles prises par les autorités locales.

L'un des nombreux rapports Attali suggérait d'« interdire toute publication d'un nouveau décret ou d'une circulaire qui ne serait pas accompagnée de la suppression d'au moins deux fois plus de réglementations existantes ». Au travail !

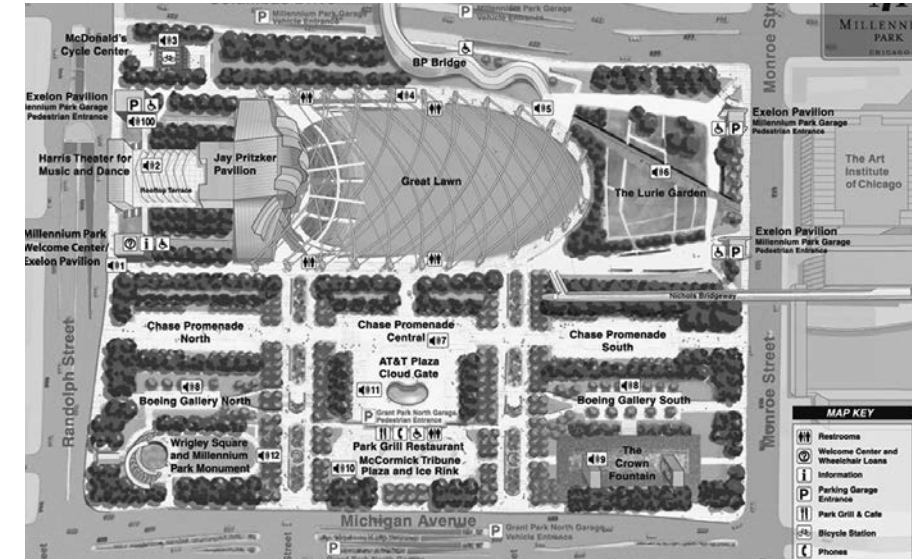
Beaucoup des objectifs présentent une évidente légitimité, plusieurs ont un caractère largement consensuel, bien qu'une loi sur des sujets aussi conflictuels ne puisse faire l'unanimité. Mais la complexité des textes, les centaines d'amendements déposés, l'imprévisibilité des résultats du débat législatif conduisent à penser que c'est le mode d'élaboration des textes qui doit être repensé... pour que les citoyens puissent s'en emparer, que la participation citoyenne devienne une réalité. Ce point est peut-être une carence centrale dans le système français de production urbaine quand on le compare à l'un ou l'autre pays voisin de l'Union européenne.

\* Cofondateur de l'Association des études foncières (Adef) et de la revue *Études foncières*.



# Le Millennium Park, Chicago

Michel Lussault



Carte extraite du site [www.millenniumpark.org](http://www.millenniumpark.org)

22

Regard critique

La plupart des grandes métropoles et mégapoles mondiales se targuent aujourd'hui de posséder au moins une opération de prestige, si possible associant des « marques architecturales », destinée à déployer un projet culturel et, en même temps, à qualifier l'urbanité, la valoriser par la grâce de la réalisation du projet. Je voudrais ici m'arrêter sur un des cas les plus intéressants qui soient, qui réunit l'ensemble des ingrédients nécessaires au grand geste urbanistique : celui du *Millennium Park*, à Chicago<sup>1</sup>.

Il a été créé par la municipalité de Chicago, sur des espaces de parking et de voies ferrées, propriétés de la compagnie de chemin de fer *Illinois Central Railroad*, longeant le lac Michigan, au centre géographique de la *Big City*. Cette zone resta longtemps à l'écart des dynamiques, jusqu'au moment où le charismatique maire Richard M. Daley, en 1997, décida de donner aux riverains la jouissance d'un nouvel espace public central. Il s'agissait alors de requalifier ce très vaste périmètre délaissé, situé dans une position

stratégique par rapport aux différents lieux essentiels de Chicago.

À son lancement en 1997, le projet était toutefois relativement modeste : on voulait aménager un jardin public d'un peu plus de six hectares, sur une dalle construite pour couvrir les voies de chemin de fer – 4 000 places de parkings privés devant également être créées sous cette dalle, ce qui permettait d'assurer en partie le financement – et de prévoir un lieu pour accueillir le festival musical de plein air de *Grant Park*, le prestigieux parc historique

Il s'agissait alors de requalifier ce très vaste périmètre délaissé, situé dans une position stratégique par rapport aux différents lieux essentiels de Chicago.

voisin. Richard M. Daley poursuivait là son action continue de création d'espaces verts publics de proximité. Il multiplia ce type d'opération dans le cadre de la volonté à la fois de « verdier » la métropole et de requalifier les espaces urbains publics. Le premier plan, dessiné par l'agence *Skidmore, Owings and Merrill* (créée en 1936 et qui est l'une des plus célèbres au monde pour la construction de gratte-ciel de très grande hauteur), se plaçait explicitement en référence au style beaux-arts du *Grant Park* – avec sa célèbre *Buckingham Fountain*. Le budget était fixé à cent cinquante millions de dollars, dont trente millions devaient provenir de partenaires privés.

Mais peu à peu, le projet évolua, à la faveur notamment de l'entrée en lice d'investisseurs privés plus actifs, jusqu'à devenir une des réalisations-phares de Chicago. Il constitue un exemple assez fascinant d'opération incrémentale, fluctuant au gré des opportunités, mais toujours soutenue par l'acteur politique, malgré les difficultés nombreuses rencontrées et les oppositions et critiques, qui furent cinglantes, car bien des observateurs fustigèrent ce qui ressem-

blait à des attermoissements permanents en matière d'aménagement, dénoncèrent l'inflation des coûts et le retard considérable pris par l'aménagement du parc. Nous avons là un cas d'action urbanistique majeure, pour laquelle il n'a pas existé de véritable plan initial et qui s'est ajustée en permanence aux contextes : un quasi-modèle de grand projet d'urbanisme flexible, adaptatif et pragmatique. Ainsi, chaque décision d'implanter une réalisation architecturale ou artistique se faisait sans que tout fût calé une bonne fois pour toutes. Dans de nombreux cas, la position et même la configuration de certaines créations changèrent en fonction des contraintes techniques, financières, architecturales, urbanistiques, politiques et compte tenu aussi des controverses publiques qui pouvaient advenir. Difficile de déceler cette modalité lorsqu'on visite aujourd'hui le parc.

Comment expliquer ces fluctuations ? Pour assurer les trente millions de financements complémentaires initialement prévus, le maire de Chicago s'est tourné vers un homme d'affaires et philanthrope, riche

23

Regard critique

1. [www.millenniumpark.org](http://www.millenniumpark.org)



Photo : Laurence Vet

et influent : John H. Bryan, qui créa un comité (*Millennium Park Inc*) afin de recueillir les dons. Rien que de très normal dans le contexte américain. Mais Bryan s'impliqua dans le projet bien au-delà de ce qui était envisagé. Il voulut que *Millennium Park* excède de beaucoup l'ambition initiale et devienne un parc exceptionnel concentrant le meilleur de l'architecture contemporaine, afin d'accueillir des visiteurs autant que des résidents de Chicago. Il demanda rapidement l'accord de la mairie pour agrandir le périmètre (qui passa à près de dix hectares) et autoriser l'implantation de nouveaux équipements. Il trouva des ressources en mobilisant quelques-unes des plus fameuses familles d'entrepreneurs de Chicago, séduites à mesure que des noms prestigieux de l'architecture et de l'art, notamment ceux de Gehry et de Kapoor, purent être mis en valeur après leur engagement pour des commandes importantes. Il sut convaincre les autorités d'investir des fonds supplémentaires et d'adhérer à la nouvelle vision du parc. Le budget gonfla dès lors à quatre cent soixante-quinze millions de dollars dont deux cent soixante-dix issus du privé. Si Bryan fut l'artisan essentiel de la mue du *Millennium*, de nombreux autres personnages l'aiderent, parmi lesquels Edward Uhler, proche collaborateur du maire, directeur de l'architecture et du paysage, un des premiers, au sein de l'appareil municipal, à comprendre l'opportunité de changer le statut de *Millennium Park* pour manifester le rang de « World City » de Chicago, à un moment où le grand parc

urbain paysagé et « équipé » (re)devenait un standard urbanistique mondial prisé, notamment dans le cadre d'opérations de requalification. Il joua un rôle essentiel dans la conciliation des différents points de vue, il compta beaucoup dans la démarche qui convainç Franck Gehry de s'impliquer ; il sut aussi obtenir le soutien du maire, malgré les difficultés techniques, financières et politiques rencontrées par le projet.

Ainsi *Millennium Park*, d'aménagement local est devenu une opération « extravertie », qui a changé profondément le centre urbain et même l'image de la mégapole. Les difficultés rencontrées durant les sept années de gestation (le parc ouvrit en 2004, avec plus de trois ans de retard) sont aujourd'hui occultées, bien sûr, par le récit d'action légitime, tel qu'on peut le lire sur les différents sites officiels de Chicago et sur celui du parc. On présente désormais cet aménagement comme le plus important depuis celui des espaces de l'Exposition universelle de 1893, qui jeta les bases de l'urbanisation contemporaine de Chicago.

Observons d'un peu plus près quelques-uns de ses caractères majeurs. Il a donc été créé sur des zones très centrales, sises entre le fameux *Loop* (l'hypercentre « originel », post-grand incendie de 1871, entouré par les voies du métro aérien) et le lac. Qu'est-ce qui le distingue d'un parc plus ordinaire ? Sans aucun doute le fait qu'on le destine d'abord, par le prestige des « objets » et des « signatures » qu'on y rassemble, à *faire image* du dynamisme et de l'imprégnation d'une métropole mondiale

## Ainsi *Millennium Park*, d'aménagement local est devenu une opération « extravertie », qui a changé profondément le centre urbain et même l'image de la mégapole.

par l'air urbanistique du temps. En ce sens, un tel parc est d'abord un emblème urbain et s'impose d'ailleurs comme un succès en matière de fréquentation et de pratiques (ce qui renforce alors son statut d'icône). Ce caractère emblématique procède moins de la seule qualité intrinsèque de la composition du parc que de l'indexation évidente de ce qu'il expose dans les différentes tendances que le système de la mode spatiale mondiale promeut. On ne sera donc pas surpris de trouver à *Millennium Park* une focalisation sur les arts, la culture, l'architecture et le *design* paysager qui convergent ici de manière particulièrement significative. Comme on peut le lire sur le site officiel du parc : *Millennium Park is an award-winning center for art, music, architecture and landscape design*. La référence au prix remporté (en l'occurrence la médaille d'argent du très réputé *Rudy Bruner Award for Urban Excellence* en 2009) est là pour insister sur le caractère exceptionnel de l'aménagement, ainsi distingué par cette récompense.

L'importance prise par l'architecture, au sein du parc, frappe ; comme si les

acteurs métropolitains avaient voulu remettre au premier plan cette pratique référentielle pour Chicago, dont l'identité urbaine tient pour beaucoup à la place de l'architecture et par l'idée que cette ville-là, plus que toutes les autres (et notamment plus que la grande rivale, New York), depuis le grand incendie, fut et reste un terrain d'expérimentation permanent et d'invention de formes qui font référence dans le monde entier. On sait qu'il exista une école architecturale et urbanistique de Chicago : ici s'inventèrent un nombre substantiel de principes (le plan de Daniel Durham de 1909 demeure aujourd'hui une grande référence pour tous les spécialistes) qui allaient révolutionner les villes de l'époque, annoncer l'urbanisation mondialisante contemporaine et définir le premier style international des immeubles de grande hauteur.

La prégnance de l'architecture est redoublée par le fait que *Millennium Park* constitue un espace scénographique qui remet en évidence et en valeur les nombreux bâtiments qui le bordent, le site étant en effet entouré sur deux côtés par des fractions urbaines très denses. En ce sens, le *Millennium Park* a reconfiguré complètement le paysage de cette partie du centre, à la fois par ses propres aménagements et par sa capacité à *paysager à nouveau* ce qui l'entoure, à modifier les manières de voir des dites fractions urbaines. L'opération, ouverte à l'est sur le lac Michigan, qui lui donne une profondeur visuelle impressionnante, est bordée au nord par une vigoureuse séquence de gratte-ciel qui, depuis



Photo : Laurence Vet

le parc, forme un front paysager remarquable, la variété des styles donnant à l'ensemble un rythme et une dynamique spectaculaire ; d'autant que, depuis l'ouverture du *Millennium Park*, de nouvelles constructions de grande hauteur sont venues compléter cette première ligne, en deuxième et troisième plans, jouant explicitement avec la profondeur donnée par les échappées visuelles permises par les axes du *Grid* (le plan géométrique des rues qui se coupent à angle droit). Les architectes des nouveaux buildings ont donc intégré dans leur conception les dynamiques visuelles permises par le *Millennium Park*.

Au sud, le parc jouxte le bâtiment ancien du fameux *Art Institute* et, très astucieusement, une passerelle dessinée par Renzo Piano a été créée pour connecter physiquement le *Millennium Park* et la remarquable extension du musée, construite également par Piano. De l'intérieur de ce bâtiment, ouvert en 2009, on a des vues splendides sur le parc (notamment sur les constructions de Gehry, dont on parlera plus loin) et sur le front nord, précité. Du parc, la façade de l'extension, qui semble convoquer des références à Mies van der Rohe (qui dirigea l'école d'architecture du *Chicago Institute of Technology* et construisit plusieurs bâtiments importants dans la mégapole) s'expose littéralement et devient objet plastique. L'architecte a donc joué la carte du *Millennium Park*, a pensé son extension et les jeux de regard qu'elle provoque, en fonction de celui-ci, ce qui montre l'effet de reconfiguration que

j'évoquais précédemment. Enfin, à l'ouest, le *Millennium* est bordé par la *Michigan Avenue* (la plus célèbre artère de Chicago) et sa façade de bâtiments historiques (fin XIX<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> siècle), parmi les plus fameux de ce que fut le premier style de l'École de Chicago, qui inclut l'ancienne bibliothèque (et ses célèbrissimes verrières et mosaïques Tiffany).

Au sein du parc lui-même, de très nombreuses créations-attractions ponctuent l'espace, ou l'organisent (comme le *Lurie Garden*, ou les deux *Boeing Galleries*, destinées à accueillir des expositions de sculpture en plein air). Franck Gehry, autre « marque » architecturale majeure, a construit ici une ébouriffante passerelle et un « pavillon » de musique/théâtre de plein air qui ne l'est pas moins. Ce sont là deux véritables « morceaux de bravoure ». J'insisterai plus particulièrement sur deux sculptures monumentales – des créations plastiques très architecturées, en vérité, qui constituent chacune à leur manière un événement spatial : la *Crown Fountain* de Jaume Plensa et *Cloud Gate* d'Anish Kapoor (peut-être le plasticien fétiche du moment, que toutes les métropoles s'arrachent). Les deux œuvres participent pleinement du *Zeitgeist* mégapolitain et ont de suite capté l'attention du public.

Ces créations sont vite devenues des pôles d'attraction, mondialement connus, en même temps que des signes du renouveau mégapolitain de Chicago ; surtout celle de Kapoor, qui est désormais le sujet d'une iconographie proliférante. Elle

Ces créations sont vite devenues des pôles d'attraction, mondialement connus, en même temps que des signes du renouveau mégapolitain de Chicago ; surtout celle de Kapoor, qui est désormais le sujet d'une iconographie proliférante.

s'impose comme un des principaux lieux à voir. Pour quiconque passe par la capitale du Midwest, il importe de flâner au *Millennium Park*, c'est un passage obligé, et de découvrir et photographier *Cloud Gate* – rebaptisée, avec cette irrévérence un tantinet ironique bien révélatrice des habitudes des citadins : *the Bean*, référence à la forme de l'œuvre. Cette distorsion entre le nom officiel de la sculpture et son nom commun d'usage ne traduit pas ici de désintérêt ou de rejet. Bien au contraire, ce drôle de haricot nourrit les pratiques urbaines, il attire et fascine ; chacun le reconnaît comme un nouvel emblème de Chicago. Des foules se pressent pour voir cette ellipse composée d'une structure recouverte de plaques d'acier, lourde de cent dix tonnes, haute de dix mètres, dont la base mesure treize mètres sur vingt. Sa surface, à la couleur du mercure liquide mais qui varie selon la lumière du jour, compose un parfait miroir – Kapoor a fait de cette surface une de ses marques de fabrique. Une arche, à la base,

permet de passer sous la sculpture pour regarder, au-dessus de soi, dans une cavité concave qui reflète en la déformant l'image démultipliée du spectateur-promeneur. Cette cavité est nommée officiellement « omphalos ». En grec, un *omphalos* (ombilic) désignait aussi un centre symbolique, en référence à la pierre que Zeus aurait laissé tomber pour marquer le nombril du monde : cette crypte sous le *Cloud Gate* serait un centre du monde, en tout cas, assurément, le centre pour chaque personne qui s'y regarde et y voit son reflet.

Lorsque l'on consulte les avis des visiteurs (par exemple sur le site *Tripadvisor*), on est frappé par la vigueur et la constance de l'affirmation du caractère « iconique » de *Cloud Gate*. La réussite formelle du travail d'Anish Kapoor est indéniable, comme l'est l'intelligence de la localisation – qui fut d'ailleurs l'objet de nombreuses discussions : un point central et surélevé vers lequel tous convergent. Du fait même de cette position, la sculpture est immédiatement vue et, surtout, elle peut refléter efficacement l'entièreté du paysage urbain qui l'entoure. *Cloud Gate* fait mieux que seulement renvoyer l'image de la ville. Le propos de Kapoor est toujours plus subtil que ce que le premier niveau de lecture semble indiquer, surtout si l'on se rappelle que le plasticien travaille sans cesse sur le problème de l'apparition – qu'est-ce qu'apparaître ? est la question clef de toutes ses créations. *Cloud Gate* donne de la scène urbaine que la sculpture installe une image sans cesse changeante, au gré des positions

choisies par la personne qui la regarde et se voit, déformée par la rotondité du miroir, regardant le spectacle de Chicago lui aussi déformé, en une mise en abyme qui, à l'évidence, enthousiasme.

Ainsi *Cloud Gate* ne signifie rien en elle-même, mais elle expose tout et laisse chaque individu lui donner un aspect et un sens particuliers, conforme en cela à ce précepte de l'artiste, reproduite sur son site officiel : « Je pense qu'une bonne œuvre permet de multiples lectures et probablement que plus les lectures sont nombreuses meilleure est l'œuvre. » De ce fait même, elle semble particulièrement représentative du moment urbain contemporain : le devenir-image de toute réalité sous le regard de chacun. L'individu endosse ici le rôle le voyeur-créateur d'une image labile, dans laquelle l'espace du cœur de la mégapole est un reflet changeant et égayant, prétexte au jeu de tout visiteur avec tous les possibles du miroitement. Cette sculpture spéculaire exprime la spectacularisation des grands centres et *hubs* métro- et mégapolitains. Tout peut et doit être source de spectacle et d'émotions pour et par chacun.

*Cloud Gate* est aussi conçue comme un support d'expérience individuelle : elle propose une interactivité ludique et sensorielle, qui vise à émouvoir, à enthousiasmer une personne, engagée avec d'autres dans cette même expérience. Elle participe d'une évolution très significative, à laquelle concourent grandement l'architecture, la création contemporaine, le *design* et l'urbanisme. L'espace, et tout particulièrement l'espace

*Cloud Gate* est aussi  
conçue comme un support  
d'expérience individuelle :  
elle propose une  
interactivité ludique  
et sensorielle, qui vise  
à émouvoir,  
à enthousiasmer  
une personne, engagée  
avec d'autres dans cette  
même expérience.

de pratique commune (qu'il s'agisse de ce que l'on nomme habituellement l'espace public ou des espaces mis en œuvre au sein des opérations de *Shopping Mall*, de parcs d'attractions, de centres d'art, etc.), doit être un vecteur de sensations individuelles, susceptibles d'être vécues avec ou/et à côté d'autres personnes engagées dans la même pratique.

La *Crown Fountain*, si elle est un peu moins célèbre que *Cloud Gate*, constitue un autre des lieux-événements du parc ; elle aussi *fait sensation*. Conçue par l'artiste Jaume Plensa (qui gagna le concours devant des concepteurs célèbres, Maya Lin et Robert Venturi), avec l'aide très active de l'architecte Mark Sexton, elle fut financée entièrement par la famille Crown, d'où son nom. Placée le long de *Michigan Avenue*, de plain-pied avec cette voie majeure et ses bâtiments célèbres, elle attire de nombreux spectateurs – notamment des enfants, l'été, attirés par les jeux d'eau au sein desquels on peut évoluer, une bénédiction dans la chaleur étouffante de Chicago. Cette œuvre



Photo : Laurence Vet

hybride la sculpture, les arts visuels, la scénographie, l'*Urban Design* et l'architecture.

Sa construction fut un véritable défi technique – son coût final fut de dix-sept millions de dollars. Deux parallélépipèdes de verre, de quinze mètres de haut, se font face, posés à chaque extrémité d'un miroir d'eau rectangulaire – un bassin parcourable de granit noir de près de soixante-dix mètres de long sur quinze mètres de large. L'eau ruisselle des sommets de ces deux « pavillons » sur les quatre côtés. La paroi intérieure de chaque pavillon – donc vis-à-vis l'une de l'autre – est recouverte d'un écran LED. Les autres faces comportent des diodes. Sur ces écrans intérieurs sont projetés des portraits animés de mille habitants anonymes de Chicago, qui ont été choisis pour représenter toute la diversité du peuplement de la mégapole. Lorsque les visages changent d'expression, un jet d'eau jaillit alors de la figure – via une buse : ainsi des lèvres s'entrouvrent et la bouche devient ce que le document de présentation de la *Crown Fountain* nomme joliment une « gargouille virtuelle ».

L'efficacité plastique est indéniable, de jour comme (surtout !) de nuit, grâce à une mise en lumière remarquable. Cette fontaine-paysage (au sens qu'elle joue du paysage alentour et qu'elle est elle-même un paysage, comme une œuvre de *Land Art*) attire, comme un véritable spectacle permanent. Lorsqu'il fait chaud elle devient terrain de jeux d'eau, très prisé. L'hiver, même par grand froid, elle séduit encore, malgré l'absence d'eau, et la succession

des visages sur les écrans arrête celui qui la découvre. Comme *Cloud Gate*, cette œuvre donne à l'individu ordinaire, au citadin anonyme, un statut central : il est à la base de l'efficacité visuelle de la sculpture, puisqu'il est invité à interagir avec le dispositif plastique, en pénétrant dans son périmètre et à jouir des images et de l'eau. Toutefois, on notera que la *Crown Fountain* se contente de faire miroiter, derrière une fine cascade, des visages en stock, qui représentent la société urbaine cosmopolite. Alors que *Cloud Gate* expose à chaque nouveau passage d'une personne devant son ellipse polie une figure nouvelle. La collection d'individus est ici indéfinie, dilatée à l'échelle des innombrables visiteurs qui viendront se montrer.

Au bout du compte, ces deux sculptures exemplaires scandent et animent un parc qui propose plus de cinq cents événements annuels (artistiques, culturels, sportifs). *Millennium Park* constitue une parfaite illustration d'une évolution de l'urbanisme et de l'aménagement contemporains mondialisés, au service des stratégies des acteurs institutionnels et des acteurs privés majeurs. On y retrouve l'importance prise par la mise en spectacle de la scène urbaine, celle de l'événement que doivent être à la fois les objets plastiques disposés et leur agencement, mais aussi leur animation et leur découverte par les promeneurs qui sont incités à vivre leur rencontre avec ces paysages comme une expérience personnelle et collective. Ce sont les nouvelles fictions que le monde secrète et qui l'alimentent.

## Remettre le patrimoine dans la cité : de Grenade à Salalah en passant par Doha et Abou Dhabi

Entretien avec Georges Zouain\*

30

Entretien

*Dynamiques urbaines, développement du tourisme et croissance des volontés et action de patrimonialisation vont de pair dans la mondialisation. Sous l'effet de la massification et de l'internationalisation des pratiques touristiques, liées notamment à l'accès croissant des pays émergents aux modes de consommation occidentaux, les flux de touristes augmentent rapidement et les attentes de ceux-ci sont de plus en plus fortes. En la matière, le patrimoine est un bien particulièrement recherché, et logiquement la demande politique de patrimonialisation est de plus en plus forte, en milieu urbain notamment. Mais cet appétit de patrimoine met en péril sa conservation puisqu'il tend à se détériorer à force de visites, et à perdre du terrain face à l'urgence des impératifs de sa mise en valeur comme bien de consommation, qui permet la croissance de nombreux services connexes, souvent essentiel pour les populations riveraines d'un objet patrimonial.*

*Si la valeur économique du patrimoine est flagrante, elle ne doit pas occulter le rôle qu'il peut et doit jouer dans la vie culturelle et sociale et qui dépasse sa fonction de lien entre présent et passé, souvent utilisée dans une perspective trop exclusivement identitaire. La question de la patrimonialisation urbaine nous intéresse et nous souhaitons y consacrer un futur dossier. Sans attendre, il nous a semblé judicieux de recueillir le témoignage de Georges Zouain, citoyen franco-libanais, docteur en économie du développement, un expert chevronné de ces questions. Il a été, de 1996 à 2001, directeur adjoint du Centre du patrimoine mondial à l'Unesco et dirige actuellement Gaia Heritage, société de conseil en gestion du patrimoine culturel. C'est donc à un acteur engagé sur le terrain que nous donnons la parole, conformément à notre volonté de faire entendre largement, dans cette rubrique, les points de vue de ceux qui fabriquent l'urbain.*

Suite page 35.

# Tous urbains

## ABONNEZ-VOUS

puf

Bulletin d'abonnement au dos





# Tous urbains

Association loi 1901

Pour devenir membre de l'association *Tous urbains* et participer à ses activités, remplir le formulaire ci-dessous et le renvoyer accompagné de votre règlement (par chèque libellé à l'ordre de Tous urbains) à l'adresse suivante :

**Tous urbains – 12, rue Simone-de-Beauvoir – 69007 Lyon**

□ 5 €

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays .....

Courriel .....

Vos commentaires sont les bienvenus

**Tous urbains** – Georges Zouain, vous avez été impliqué dans la politique patrimoniale et archéologique du Moyen-Orient, région que vous connaissez bien, et à Beyrouth notamment. Comment cela s'est-il produit ? À ce sujet, on peut constater que la place centrale de Beyrouth reste propice aux fouilles aujourd'hui. Quels sont selon vous les problèmes principaux qui se posent à Beyrouth relativement aux questions de patrimoine ?

Georges ZOUAIN – Mon travail au Liban est lié à la période que j'ai passée à l'Unesco, à partir de 1985, après ma formation d'économiste. J'avais été appelé à m'occuper de situations d'urgence post-conflits, et notamment de l'amélioration des conditions de vie dans les camps de réfugiés. Suite à cette expérience, le directeur général de l'Unesco m'a chargé de réimplanter l'organisation au Liban. Le seul domaine où l'on n'a pas rencontré d'opposition pour exercer nos fonctions fut celui des fouilles au centre-ville de Beyrouth. J'ai coordonné ces fouilles, où plus de vingt-cinq équipes d'archéologues travaillaient de concert en été, avec des aides importantes des Nations unies et de Rafik Hariri, Premier ministre à l'époque. Ce fut le plus grand projet d'archéologie de sauvetage auquel j'ai participé, et j'y ai beaucoup appris. Le directeur général de l'Unesco m'a par la suite proposé de devenir directeur adjoint du Centre du patrimoine mondial, avec pour objectif d'élargir sa fonction. Au-delà des tâches liées au classement, je devais réfléchir et agir en matière de développement économique et social lié à la patrimonialisation. C'est ainsi que je me suis impliqué dans l'économie du patrimoine et le rôle du patrimoine dans le développement.

En la matière, si l'on revient au cas de Beyrouth, les problèmes concernaient en particulier la conciliation entre protection du patrimoine et nécessités économiques à court terme. L'égyptologue Jean Leclant m'a affirmé un jour, à propos de travaux menés à Tyr, qu'on ne peut pas empêcher les gens d'améliorer leurs conditions de vie, une affirmation avec laquelle je suis

“ Il est inévitable que l'archéologie « pure » cède le pas.

Ce qu'il faut alors réguler, c'est l'échelle et les conditions d'un tel recul.

particulièrement d'accord. Il est inévitable que l'archéologie « pure » cède le pas. Ce qu'il faut alors réguler, c'est l'échelle et les conditions d'un tel recul. Nous avons à l'époque élaboré un modèle d'aide aux décisions de conservation du patrimoine, dans le cadre des fouilles entreprises à Beyrouth. Les questions étaient les suivantes : quels éléments de quelles périodes préserver, parmi tout ce qui était mis au jour ? Comment préserver ? Comment présenter ce qu'on garde ? Les découvertes doivent-elles être déplacées ou intégrées dans le bâti ?

Le choix, *in fine*, nécessite un arbitrage entre les valeurs historiques, mémorielles, esthétiques du patrimoine, en lien avec l'économie du lieu. On ne peut pas lutter contre la vie des habitants qui reprend ses droits, il faut donc l'accompagner. À l'époque, nous estimions que le modèle mis en œuvre pour un lieu pouvait être réutilisé. Les critères de décision nous paraissaient assez semblables, quels que soient les cas traités, même s'il fallait les moduler en fonction de la situation patrimoniale, politique, sociale, économique du lieu.

*Vous mettez en lumière la tension qui existe entre le patrimoine et son environnement, qui est souvent urbain. Comment êtes-vous parvenu à cette vision plus large du patrimoine ?*

G. ZOUAIN – La première fois que je me suis intéressé à un espace urbain historique plutôt qu'à un monument bâti, ce fut pour le dossier de l'Albaïcin de Grenade. C'est un quartier mauresque, en face de



l'Alhambra qui, lui, se trouve sur l'autre colline de la ville, et qui a été classé patrimoine mondial, en 1994, dix ans après l'Alhambra et la Generalife. À l'époque, à la fin des années 1980, il était à l'abandon, occupé par des populations très pauvres et fragiles, siège de la toxicomanie. Il fallait donc lui appliquer un traitement à la fois environnemental, social, urbain et économique, et travailler à l'embellir pour lui redonner de la valeur aux yeux de la société. Les résidents, quant à eux, attribuaient souvent de la valeur à ce lieu, mais ils ne savaient pas comment le rendre visible et le développer. Aux yeux de la municipalité, l'enclavement du quartier était problématique. On ne savait pas comment construire un accès à ce secteur, et sa valeur touristique n'était pas évidente. Devant l'ampleur des problèmes à traiter, il a fallu accorder des aides financières à la municipalité pendant quelques années, et surtout faire en sorte que des associations d'habitants participent à l'entretien et au nettoyage du quartier. Il était aussi nécessaire de travailler avec les principaux propriétaires, par exemple les moines du monastère d'Isabel La Real. Un système de microbus a été mis en place et a contribué à reconnecter le quartier au reste de la ville. Cette expérience m'a appris à travailler autant sur la trame que sur le bâti d'une ville, ce qui est nécessaire pour que la vie du patrimoine reprenne. Ce projet s'inscrivait de fait dans un cadre de gestion urbaine plus que de conservation de lieu.

J'ai également beaucoup appris en travaillant sur Le Caire fatimide, classé en 1979, avec Mona Serageldin et François Vigier. Nous avons convaincu le gouverneur de dépasser sa vision de simple protection pour travailler avant tout sur l'infrastructure du quartier, l'assainissement des conduits hydrauliques, cela afin d'éviter les remontées d'eaux acides qui, en quelques années, peuvent détruire tout le travail entrepris. L'animation, la recherche afin de développer la vie propre du lieu ont également leur importance, ce que n'intègre pas la vision simpliste selon laquelle le patrimoine, *sui generis*, assure

“ Cette expérience m'a appris à travailler autant sur la trame que sur le bâti d'une ville, ce qui est nécessaire pour que la vie du patrimoine reprenne. Ce projet s'inscrivait de fait dans un cadre de gestion urbaine plus que de conservation de lieu.

toujours le développement du tourisme et le tourisme, symétriquement, l'avenir du patrimoine. Le tourisme ne suffit pas à développer les potentialités d'un patrimoine, il est utile à condition d'être dans une vision beaucoup plus intégrée de sa place dans l'économie qui l'entoure : c'était notre hypothèse de travail privilégiée lorsque j'étais à l'Unesco. Nous nous sommes intéressés d'ailleurs de plus en plus à l'usage des industries créatives dans les quartiers historiques : en effet, l'économie du savoir n'est pas polluante, elle se nourrit de l'environnement, elle n'a pas besoin de beaucoup d'espace, et elle donne une belle image du quartier dans l'esprit des gens. On peut citer à titre d'exemple le Barrio Chino de Barcelone, et le Marais à Paris.

*Une telle économie du savoir serait donc un modèle particulièrement viable de coexistence entre patrimoine et activité économique. Comment fonctionne-t-elle concrètement ?*

G. ZOUAIN – À mes yeux, elle fonctionne par l'intégration et la concentration des créatifs dans un même quartier. On peut prendre l'exemple du développement de l'industrie créative de New York. Au sud de la ville entre Union Square et Wall Street, il y a un quartier où se regroupe l'industrie digitale. À Washington Square, Union Square, Greenwich Village, Lower

East Side, entre autres. Ce phénomène a débuté à Times Square, avec l'installation de théâtres et d'artistes et s'est répandu progressivement vers le sud. La ville de New York a décidé que cette partie de la ville n'était pas destructible, et a ainsi stabilisé le bâti et le foncier, ce qui a assuré les artistes de disposer de lieux de travail et de logement à un coût plus faible. Cela a permis aux créateurs, aux artistes, aux intellectuels de disposer de lieux de rencontre, de bars, de cafés et de soirées dans les mêmes quartiers, où le temps entre la conception, la production et la commercialisation d'un travail a été extrêmement réduit, puisque tous les membres de cette « industrie créative » se retrouvaient en proximité. Le créatif pouvait immédiatement contacter un entrepreneur qui avait ainsi immédiatement accès à un produit qui lui plaisait pour le commercialiser. Cela a autorisé un développement spectaculaire de ces quartiers, qui a eu un écho dans le monde entier, sans nouvelles constructions ou destructions de biens. Quand les prix ont lentement commencé à augmenter, une partie des créatifs a investi Brooklyn, puis dans une moindre mesure des secteurs dans le Queens et même Harlem et le Bronx.

C'est un exemple de développement de zone historique remarquable, procédant sans bouleversement des formes urbaines, qui participe de ce qu'on pourrait appeler le rôle de l'économie immatérielle. Actuellement, je m'intéresse beaucoup à Mar-Mikhael, un quartier de Beyrouth qui se situe dans la limite nord-est de la ville, près de l'autoroute. C'est un petit quartier, assez peu dense, avec des bâtiments de différentes dimensions et volumétrie, près de la gare ferroviaire, là où les premiers camps de réfugiés arméniens se sont implantés. Ce quartier a été pris d'assaut par les « classes créatives » en quelques années, ce qui a enclenché une hausse des loyers ainsi que l'arrivée de nouvelles activités – des galeries, des ateliers d'art, des cafés, des restaurants. Mais au Liban, il n'y a pas de plan d'urbanisme clairement appliqué et la spéculation immobilière

l'emporte vite : on commence à construire à Mar-Mikhael des immeubles importants, pour des groupes sociaux aisés, avec des volumes qui perturbent la morphologie initiale. On doit toutefois distinguer le processus de concentration de la classe créative à New York, qui a pris du temps pour s'effectuer et ouvre sans cesse de nouveaux espaces, alors qu'il a suffi de quelques années à Beyrouth, et l'on retrouve cela dans beaucoup des villes du Sud.

“ Quand les prix ont lentement commencé à augmenter, une partie des créatifs a investi Brooklyn, puis dans une moindre mesure des secteurs dans le Queens et même Harlem et le Bronx.

*Ces processus provoquent un certain refoulement des habitants initiaux, comment pensez-vous qu'il faut aborder cette question ?*

G. ZOUAIN – Ces problèmes de refoulement des habitants des classes populaires des quartiers en cours de gentrification sont cruciaux parce qu'ils ont pour enjeu la réussite même de cette gentrification si l'on ne veut pas produire de ségrégation. La plupart des auteurs et des spécialistes estiment nécessaire de maintenir une certaine mixité sociale, culturelle, mais aussi économique : en effet, un effort trop grand pour encourager le niveau supérieur du marché entraîne un départ des jeunes qui ne peuvent pas suivre l'augmentation des loyers. Mais un minimum de gentrification est nécessaire pour créer un effet d'entraînement. Un équilibre est à trouver entre gentrification et stabilisation des

populations initiales. Pour que cette gentrification fonctionne convenablement, des réglementations de la construction et d'urbanisme s'imposent.

Ce qu'il faut absolument interdire, en revanche, c'est le regroupement de parcelles. Celui-ci pose problème, par exemple à Reykjavik, car il permet de détruire aisément pour construire du neuf à la place de l'ancien et alimente la spéculation. Il est en principe impossible de remplacer une maison traditionnelle islandaise, en tôle et bois, de petite taille, par un immeuble à deux ou trois étages sur une même parcelle immobilière. Mais en remembrant et regroupant plusieurs parcelles, il est possible de détruire les anciens immeubles qui s'y trouvent. Or changer la morphologie revient à détruire l'ancienne ville et son tissu social. C'est ce qui se passe au Liban : la morphologie de Mar-Mikhael et la morphologie de Beyrouth dans sa totalité sont en train de changer. On peut aussi citer à ce titre le cas d'Istanbul et de la place Taksim, à l'origine des mouvements qu'on a pu constater ces derniers mois.

*Depuis votre départ de l'Unesco, vous êtes intervenu à de nombreuses reprises dans des cités États du Golfe. Comment analysez-vous leur situation au regard de cette question patrimoniale, alors qu'on y assiste à une course effrénée à la construction de grands projets muséographiques d'échelle mondiale ?*

G. ZOUAIN – On peut opposer Abou Dhabi et Doha au cas du sultanat d'Oman, car il s'agit de deux approches très différentes de la construction de musées et de valorisation du patrimoine. À Abou Dhabi, un projet de création d'une ville nouvelle sur une île avait été élaboré, avec un vaste quartier culturel qui devait comprendre cinq musées : un musée d'art contemporain ; un musée d'art et d'histoire, le Louvre ; un musée maritime ; un musée national, et un autre musée d'art moderne. Après la crise financière mondiale, ces projets furent d'abord suspendus pour des

“ À Abou Dhabi, un projet de création d'une ville nouvelle sur une île avait été élaboré, avec un vaste quartier culturel qui devait comprendre cinq musées.

raisons de coût. Mais désormais, le Guggenheim (dessiné par Frank Ghery), le Louvre (Jean Nouvel) et le musée national (Norman Foster) sont en cours dans le cadre du développement de l'île de Saadiyat. À Doha, au Qatar, l'architecte Pei a construit un musée d'art islamique, une très belle structure architecturale qui change avec la lumière et les ombres du soleil. Il contient peu d'objets, cependant d'une qualité extraordinaire, mais n'attire pas un nombre de visiteurs énorme. Or, un musée d'art moderne et contemporain, plus discret, a été installé en 2010 dans une école réaménagée par Jean-François Bodin : celui-ci fonctionne très bien et attire beaucoup de visiteurs, notamment des élèves et des étudiants. Toutefois, en général, les projets de Doha et d'Abou Dhabi sont plutôt des enclaves, ils se réduisent à des gestes commandés à des stars de l'architecture mondiale, qui font passer le prestige et l'impact médiatique avant le contenu et la réflexion sur l'histoire et le patrimoine. Il s'agit d'affilier les villes du Golfe au club des métropoles qui comptent dans le monde urbain.

À l'opposé, à Salalah, deuxième plus grande ville d'Oman, j'ai pu participer à l'effort de création d'un musée en lien véritable avec l'histoire du pays, attirant les habitants et jouant un rôle sociétal. La commande initiale envisageait une surface modeste de 600 m<sup>2</sup>, qui s'est accrue jusqu'à 3 000 m<sup>2</sup> à usages multiples, dont une large partie consacrée à l'histoire, et une autre consacrée à la navigation et à la mer. L'espace consacré à l'histoire maritime va

être accru. Les dirigeants omanais ont compris que le musée témoigne de l'histoire du pays et constitue de ce fait un objet d'intervention. L'architecture du musée est adaptée à sa fonction : simple, modeste, elle s'accorde parfaitement au paysage. L'avantage est donné au contenu. Pour son élaboration, nous avons travaillé à partir de l'histoire du pays ; avec des archéologues, dont un de marine, et avec des historiens nationaux. Nous les avons convaincus de mettre en place une section maritime, que les Omanais ne désiraient pas vraiment au départ, car nous voulions montrer le génie maritime qu'il y a eu à un moment dans ce pays. Depuis que ce musée a été construit, beaucoup de jeunes Omanais ont découvert cette histoire et un nouvel engouement pour la mer est apparu. Ce fut un succès inattendu, et en même temps la preuve qu'un patrimoine bâti ou/et muséal peut jouer en même temps un rôle social, culturel et économique. Le musée ne désemplit pas, on en est à plus de 50 000 visiteurs par an, omanais et étrangers. Cela montre qu'investir de grandes sommes d'argent et s'attacher les signatures de célébrités architecturales ne suffit pas pour qu'un pays s'approprie un patrimoine, fût-il local : un effort doit être fait sur le contenu.

*Comment expliquer alors la persistance de l'achat coûteux du geste architectural somptuaire et de l'accent mis sur la forme ? Est-ce une sorte de mimétisme, qui escamote l'interrogation sur son propre patrimoine historique ?*

G. ZOUAIN – La méconnaissance de son propre patrimoine et de sa propre histoire joue ; or construire une telle connaissance nécessite une recherche longue, précise, non soumise à des intérêts propagandistes immédiats. Tout patrimoine vient d'un savoir et de la compréhension, et cette première étape a été souvent escamotée. Ensuite, il faut définir le patrimoine qui va incarner ce savoir. Ce double travail n'a pas toujours été fait. Bahreïn et le Koweït ont fait cet effort, contrairement à Abou

“ Depuis que ce musée a été construit, beaucoup de jeunes Omanais ont découvert cette histoire et un nouvel engouement pour la mer est apparu.

Dhabi, Dubaï, Sharja et au Qatar. L'Arabie Saoudite est en passe de le faire. Il est étonnant de voir que le premier lieu classé Unesco en Arabie Saoudite n'a pas été Daraya, la ville où les rois actuels ont grandi, mais Al-Hijr, le plus important site nabatéen conservé au sud de Petra (et qui a été étudié par beaucoup d'archéologues français, dont François Villeneuve), ce qui correspond à une évolution fondamentale pour l'Arabie Saoudite. Le choix du classement de ce site au patrimoine mondial montre que les Saoudiens en sont fiers et qu'ils le reconnaissent comme faisant partie de leur histoire. Alors même que l'islam pratiqué en Arabie Saoudite est un islam des origines, qui rejette le principe même de l'histoire ; ce qui explique d'ailleurs les dommages qui ont été infligés au site de La Mecque.

*Comment expliquer cette évolution ?*

G. ZOUAIN – Deux hommes ont exercé une influence cruciale. Tout d'abord le Prince Sultan Ben Salman, très cultivé, et animé d'une vision avancée et réformatrice. Il a compris au cours de son travail que le développement du tourisme était une visée trop courte et que la mise en valeur du patrimoine était nécessaire. Il a intégré dans le Conseil suprême du tourisme et du patrimoine qu'il dirige, le département d'archéologie et culture du ministère de l'Éducation. À sa tête, il a mis un archéologue formé à la française, doté d'un doctorat d'archéologie, homme

remarquable, défenseur du patrimoine, et qui freine les partisans de la croissance la plus rapide possible du tourisme. Le pays est désormais engagé dans une réflexion sur la manière de mettre en valeur patrimoniale les côtes de la mer Rouge. Je cherche à montrer aux dirigeants saoudiens que l'histoire très belle et passionnante de ce littoral mérite aussi d'être racontée dans et par ses lieux habités. Cela afin d'assurer la viabilité touristique et patrimoniale desdits lieux en y impliquant des habitants qui vont être fiers d'y résider et d'y travailler. C'est dans cette direction que vont les choses. Nous sommes en train de sélectionner des ports et d'affecter à chacun une valeur patrimoniale spécifique et nous réfléchissons également à la manière dont l'histoire du littoral va être racontée dans chaque port. Sans narration d'une forme de rêve, personne n'ira jamais visiter ces endroits. Nous cherchons également à ne pas en faire des sites purement touristiques mais aussi d'habitation, que des gens y vivent. Quelqu'un m'a affirmé un jour, et c'est très vrai : une ville historique attire des visiteurs si ses habitants sont heureux d'y vivre. Il faut qu'il y ait priorité dans l'usage du patrimoine par ses résidents plutôt que pour les touristes.

*Une politique patrimoniale a donc des chances de réussir à condition de se réapproprier son histoire.*

G. ZOUAIN – La réussite d'une politique patrimoniale dépend effectivement du rapport qu'un pays a à sa propre histoire et donc aussi des politiques d'éducation mises en place. Si toutes les sociétés ont une histoire, celle-ci n'est pour autant pas

“ Sans narration  
d'une forme de rêve,  
personne n'ira jamais visiter  
ces endroits.

“ Une ville historique  
attire des visiteurs  
si ses habitants  
sont heureux d'y vivre.

toujours reconnue. Bahreïn, qui a fait cet effort, est l'un des premiers pays de cette région à avoir ouvert des écoles depuis le milieu du xx<sup>e</sup> siècle. L'histoire récente de Dubaï est spectaculaire, mais son histoire plus ancienne et plus lente a été occultée, alors qu'un pays devrait être fier de toute son histoire et même des périodes d'oubli. Que signifient par exemple toutes ces tombes que l'on a trouvées à l'extérieur de Dubaï, et dans le territoire d'Abou Dhabi ? Il faut rendre visible le patrimoine dans sa diversité ; par des textes, mais aussi par la télévision, par des expositions. Cette appropriation de l'histoire n'a pas été effectuée dans certains pays. Toutefois, l'attitude de repli sur une identité islamique mythifiée qui prévalait dans cette région relève en partie du passé. Il y a un désir d'ouverture qui se manifeste, soit violemment, soit de manière politiquement énoncée. La mondialisation est en train d'atteindre ces pays ; il s'agit de faire en sorte qu'elle n'entraîne pas une trop grande uniformisation culturelle. Il est inévitable que certains pays rechignent, car ils n'ont pas assez fouillé leur histoire, et n'ont pas une culture propre qui soit suffisamment vivante pour résister à ce mouvement.

*Désormais, il existe un milieu professionnel très important qui vit du marché patrimonial, avec des acteurs qui sont dans des logiques d'entreprise et dépendent donc pour leur survie de l'application extensive de la notion de patrimoine. N'est-ce pas une des causes de l'inflation patrimoniale actuelle ?*

G. ZOUAIN – Effectivement, on constate bien l'entrelacement des logiques écono-

miques, scientifiques et politiques. Cela posé, dès lors qu'on reconnaît qu'un patrimoine peut avoir une valeur économique, il faut accepter de jouer le jeu du marché, mais, en ce qui me concerne, je suis partisan d'un marché régulé. Il ne faudrait pas que ce jeu du marché transforme tout objet historique (matériel ou immatériel) en patrimoine et tout patrimoine en bien touristique. Toute la valeur sociale et culturelle du patrimoine aurait alors disparu. Je suis aujourd'hui favorable à une redéfinition du concept de patrimoine mondial, un retour à ses origines. Nous sommes allés trop loin dans son champ. Un espace historique est certes un quartier où l'on doit empêcher certains changements, mais pas tout changement. Ce patrimoine doit être quelque chose de vivant ; un mélange d'histoire intangible et de qualité de vie, d'économie, de protection de monuments et d'infrastructures, éléments qui coexistent. Mais nous ne connaissons pas encore l'intégralité des critères qui permettraient une telle évolution, les règles qu'il faudrait imposer.

La confusion qui est faite souvent entre beauté et patrimoine est aussi problématique du fait de ses conséquences. À partir du moment où l'on fige un endroit, on l'embellit ; or rien ne dit qu'un patrimoine doit être beau. Quand on introduit un tel critère de beauté dans une ville, on attire les riches et on la gentrifie. Paris connaît ce processus et devient progressivement un musée à ciel ouvert. Cette insistance sur l'esthétique occulte l'historicité de ce patrimoine ainsi que la pluralité de ses significations ; elle en fait un objet de pure contemplation plutôt que d'interrogation. Enfin, je crois que le tourisme doit être régulé, pour éviter aussi la dégradation des monuments. Par exemple, la gestion de l'Alhambra de Grenade a dû être revue, parce qu'il était en pleine détérioration, sous l'impact des visites. La première mesure que nous avons préconisée, c'est l'augmentation des prix des billets. Il a fallu se limiter à deux millions de visiteurs par an, étalés géographiquement, pour éviter que tout le monde ne fasse le même

“ Cette insistance sur  
l'esthétique occulte  
l'historicité de ce patrimoine  
ainsi que la pluralité  
de ses significations ;  
elle en fait un objet  
de pure contemplation  
plutôt que d'interrogation.

parcours standardisé et afin que les visites ne se concentrent pas sur un même endroit. Du coup, il faut également se préoccuper de ceux qui n'ont pas les moyens de visiter le lieu en raison de ses tarifs plus élevés, notamment les locaux. Une véritable politique patrimoniale doit prendre en compte les habitants du lieu, qui sont les vrais « propriétaires collectifs », en quelque sorte, du patrimoine. À l'Alhambra, le patrimoine est ouvert pour les résidents tous les premiers dimanches du mois, afin qu'ils puissent eux aussi en profiter. Il y a là un impératif d'équité, on ne peut pas déposséder une société de son patrimoine.

Propos recueillis et mis en forme  
par Xenophon Tenezakis,  
Olivier Mongin  
et Michel Lussault

## La convivialité est-elle un académisme ?

Joël Baqué\*

42

Scènes de vie

CE 1<sup>er</sup> avril 2013 étant la première journée de beau temps depuis longtemps à Paris, une amie et moi cherchions une terrasse ensoleillée autour de la place de la République quand nous avons remarqué quelques meubles de bois blanc, sommaires et légers, tables, chaises, bancs, posés au soleil sur le trottoir ; j'ai émis l'idée qu'il s'agissait de prototypes d'un mobilier urbain mis à la disposition des passants qui pouvaient ainsi les disposer librement puisqu'ils n'étaient ni fixés au sol ni difficiles à déplacer. Mon amie, ayant remarqué des matelas à proximité immédiate, penchait plutôt pour une action menée en faveur des SDF par une association, et l'arrivée d'un trio de jeunes qui rassembla et emporta le tout, meubles et matelas, sembla lui donner raison.

Nous continuâmes notre pérégrination autour de la place jusqu'à trouver un café avec deux places en terrasse. Nous venions tout juste d'être servis quand notre équipe, augmentée d'un quatrième déménageur qui portait aussi un gros appareil photo en bandoulière, installa ses meubles dans notre axe de vision et empila les matelas

\* Joël Baqué est écrivain. Dernier ouvrage paru : *Aire du mouton*, Paris, P.O.L., 2011.

contre une des palissades qui encerclent le centre de la place de la République, alors en travaux. À peine ce mobilier itinérant était-il installé que nos quatre lascars, trois hommes et une femme, entreprirent de lui faire traverser la rue pour le poser, ainsi que leurs sacs à dos, sur le trottoir d'en face. Mon amie et moi en concluâmes que ce mobilier n'était pas destiné aux SDF, ou

“ Nous avons remarqué quelques meubles de bois blanc, sommaires et légers, tables, chaises, bancs, posés au soleil sur le trottoir ; j'ai émis l'idée qu'il s'agissait de prototypes d'un mobilier urbain mis à la disposition des passants qui pouvaient ainsi les disposer librement puisqu'ils n'étaient ni fixés au sol ni difficiles à déplacer.

“ Tous venaient de Nancy et, dans le cadre d'une résidence d'artistes, assortie d'une bourse, traversaient ainsi une partie de Paris en dormant à la belle étoile sur les matelas ; ils prenaient leurs repas en utilisant ce mobilier certes très mobile, mais tout de même assez pénible à déplacer à longueur de journée.

seulement pour la nuit. Le mystère restait donc entier et le spectacle de nos fourmis transpirantes, matelas, chaises et bancs portés sur le dos, tables déplacées à deux, était relativement distrayant à nos regards peu exigeants en ce jour de farniente. Nous finîmes nos cafés et laissâmes le soleil nous assoupir quelque peu, suffisamment pour que le quatuor ait disparu lorsque nous relevâmes nos paupières. Mon amie ayant récemment perdu son tuba à la piscine, et un magasin de sport étant ouvert en bordure de la place, nous décidâmes d'aller acheter un nouveau tuba que mon amie souhaitait aussi vintage que celui égaré, du genre avec balle de ping-pong en cage à son extrémité, ce qui me sembla relever d'un doux rêve, mais la date comme le temps se prêtaient aux quêtes les plus folles.

Si le rayon *swiming* était riche en palmes et maillots de bain, il ne proposait qu'un seul modèle de tuba, à fixation frontale, jugé d'une laideur extrême par mon amie qui, de rage, voulut m'acheter des palmes, ce que je refusai avec la plus grande fermeté. Nous décidâmes ensuite de longer le canal de l'Ourcq, et au détour d'une rue retrouvâmes nos fourmis qui, étape par étape, continuaient à transporter leurs meubles vers une destination inconnue

dont mon amie, toujours sous l'emprise de l'énerverment causé par la laideur de ce tuba que je trouvais quant à moi d'une ligne très pure, sans oser l'avouer, s'enquit de la nature de leur activité auprès de celui qui avait un appareil photo, un jeune homme d'une trentaine d'années fort sympathique qui reposa avec empressement ses chaises pour nous répondre. Il s'excusa d'emblée de n'être que le photographe qui accompagnait (et aidait) le trio d'artistes à l'origine de ce projet dont il entreprit de nous expliquer les grandes lignes. Tous venaient de Nancy et, dans le cadre d'une résidence d'artistes, assortie d'une bourse, traversaient ainsi une partie de Paris en dormant à la belle étoile sur les matelas ; ils prenaient leurs repas en utilisant ce mobilier certes très mobile, mais tout de même assez pénible à déplacer à longueur de journée, précisa-t-il en jetant un coup d'œil inquiet derrière lui. Il nous informa qu'il s'agissait tout à la fois de « voir la ville autrement, en usant différemment le sol », « de permettre aux citadins de prendre un verre au soleil sans payer le prix fort pratiqué par les cafés disposant d'une terrasse » – non, ils ne fournissaient pas la boisson, répondit-il à la question perfide de mon amie – ainsi que de « ressusciter une convivialité

43

Scènes de vie

“ *L’artiste en chef produisait quelques pas de démonstration en attirant notre attention sur la différence entre un « pas responsable, conscient de lui-même et de son environnement », et un « pas ignorant du sol qu’il foule et qu’il use donc en toute inconscience, comme l’humanité fait avec les ressources de la planète ».*

perdue » (dans les villes de grande solitude, embraya machinalement mon inconscient) en parlant avec les passants, invités à profiter du mobilier dont la polyvalence s’imposa alors à nos esprits émerveillés, puisqu’il servait tout à la fois à s’occuper (à le déplacer), à se reposer (de l’avoir déplacé), à être photographié, et offrait de surcroît un support concret au concept de *convivialité itinérante*. Une adolescente aux cheveux mauve s’était approchée qui demanda, sans qu’il soit absolument évident qu’elle fit preuve d’ironie : « Vous dormez donc comme des SDF ? », à quoi le grand jeune homme répondit modestement que non, quand même pas ! Il ne s’agissait que de six nuits ; de plus, ils étaient très bien équipés et avaient même eu trop chaud dans leurs duvets malgré les températures glaciales des dernières nuits parisiennes. Celui qui nous semblait avoir un look, voire un uniforme particulièrement altermondialiste, un petit blond trapu avec un catogan, arriva dans notre dos et jeta à l’adresse de notre informateur un « Hé ! tu pourras peut-être nous aider à transporter tout le tintouin quand tu auras fini de faire la conversation, parce que je te rappelle qu’on doit être à la Villette ce soir ! »

Mon amie, détestant les gens antipathiques autant que les tubas high-tech, darda sur lui un regard qui me laissa présumer le pire lorsqu’il fut suivi de son plus beau sourire. Elle dit au petit blond trapu qu’elle appréciait beaucoup le côté convivial du projet, ce qui bien sûr arrêta net l’artiste en chef dans sa remotivation du sympathique et nonchalant photographe. Elle lui demanda ensuite en quoi consistait « une nouvelle vision de la ville par une nouvelle usure de son sol », et acquiesça avec d’inquiétants signes d’intérêt tandis que l’artiste en chef produisait quelques pas de démonstration en attirant notre attention sur la différence entre un « pas responsable, conscient de lui-même et de son environnement », et un « pas ignorant du sol qu’il foule et qu’il use donc en toute inconscience, comme l’humanité fait avec les ressources de la planète ».

Et donc, enchaîna mon amie, vous promouvez tout à la fois une usure écoresponsable des trottoirs, une nouvelle vision de notre environnement, et une convivialité de proximité ? Oui, absolument, c’est d’ailleurs une belle formule ça, une convivialité de proximité ! acquiesça l’artiste en chef tandis que le photographe regardait ailleurs, tout rouge, cherchant sans doute quelque chose sur quoi braquer

son objectif. Mais, poursuivit mon amie, comment faites-vous pour instaurer une convivialité alors que votre installation est déplacée toutes les dix minutes ? L’artiste en chef lui jeta un regard pas du tout convivial mais il se devait à son projet et maintint un sourire qui semblait déformé par l’embout d’un invisible tuba. Eh bien, la convivialité naît aussi des interstices, entre deux stations, pirouetta-t-il. L’adolescente aux cheveux mauve rigola franchement et l’artiste en chef sembla perdre pied avant de prendre prétexte du chemin (de croix, lûmes-nous dans les

yeux du photographe) qui l’attendait, et nous le regardâmes s’éclipser avec son sac à dos, son mobilier convivial et son pas responsable qu’emboîta le photographe en nous faisant un petit coucou désolé.

Tu vois, conclut mon amie, plasticienne de son état, si tu acceptais ces palmes, toi aussi tu pourrais user différemment les trottoirs, susciter l’intérêt du peuple en mal de convivialité et être payé pour ça dans le cadre d’une résidence d’artiste. Mais t’as vraiment pas le look, et en plus tu manques totalement d’esprit d’entreprise !

*Tu vois, conclut mon amie, plasticienne de son état, si tu acceptais ces palmes, toi aussi tu pourrais user différemment les trottoirs, susciter l’intérêt du peuple en mal de convivialité et être payé pour ça dans le cadre d’une résidence d’artiste. Mais t’as vraiment pas le look, et en plus tu manques totalement d’esprit d’entreprise !*

# Ces espaces où la politique s'invente

## Présentation :

Michel Lussault et Olivier Mongin

**R**ÉDÉFINIR et se ressaisir collectivement du champ politique, ne pas le laisser dériver au gré des crises de la démocratie représentative épuisée, le travailler à nouveau, c'est possible à partir de la problématique spatiale. Le monde urbain apparaît alors comme un vaste terrain où s'expérimentent, souvent dans la douleur, de nouvelles formes d'engagements, de définitions de l'action collective et du bien commun. À partir des espaces urbains et des revendications qu'ils suscitent et nourrissent, des spatialités qu'ils autorisent, des « publics » s'installent et se composent, agissent.

Il est évident que nous ne pouvions pas manquer de revenir sur ce qui s'est passé depuis quelque temps dans des lieux qui furent de véritables embrayeurs de mouvements politiques de grande ampleur – tout en rappelant grâce à l'article de Cynthia Ghorra-Gobin le précédent historique américain. Ainsi, diverses places ont accompagné depuis trois ans l'évolution des printemps arabes au Maghreb oriental, au Proche-Orient ou dans le Golfe. Leurs noms (place Tahrir au Caire, place du changement à Sanaa, place de la Perle à Manama...) résonnent encore dans nos mémoires. Les unes ont connu la répression, d'autres sont toujours des espaces ouverts mais, dans tous les cas, elles ont été l'expression de la territorialisation de ces révolutions fragiles dynamisées à l'origine par les réseaux sociaux et les échanges virtuels.

Telle est la première leçon qui ne vaut pas que pour les places « arabes » : les échanges virtuels doivent trouver leur place, l'échange physique est le prolongement politique des échanges immatériels. Mais une deuxième leçon doit être tirée, plus directement politique celle-ci : l'occupation initiale en 2011 d'une place vide, celle de Tahrir, vite devenue le symbole historique de ces révolutions, a permis aux divers acteurs de

se retrouver au milieu d'un espace « vidé » de toutes les formes de pouvoir ; des pouvoirs policier et militaire, mais aussi du pouvoir des partis non religieux et religieux qui, dans un premier temps (Frères musulmans et salafistes), se sont d'emblée méfiés des occupants de la place. Une place qui évoque alors l'agora grecque un « lieu vide », indéterminé, sans balises ou bornes car vidé de toutes les formes d'assujettissement et de pouvoir. Mais, dans un deuxième temps, la place Tahrir a été réinvestie par les figures du pouvoir : police, parti, armée ont tenté de faire « leur » vide non sans succès. Entre Tahrir et Tahrir 2, cela ne s'est pourtant pas passé sans tensions et ambiguïtés : c'est une immense manifestation de deux millions de personnes qui s'est déroulée sur la place Tahrir le 2 juillet 2013, un rassemblement regroupant des populations diverses, qui a été le détonateur de la reprise du pouvoir des militaires face aux Frères musulmans pourtant élus. À travers les séquences successives de la place Tahrir, ce sont donc les hauts et les bas de la démocratie qui ont été rendus visibles.

Dans ce dossier, nous avons voulu nous concentrer sur le cas brésilien (Philippe Panerai), moins commenté que les précédents, mais aussi revenir sur *Occupy Wall Street*, dont nous tentons de tirer une perspective plus générale (Michel Lussault). Mais au-delà de ces exemples spectaculaires, nous avons souhaité aussi aborder des manifestations plus discrètes de cette dimension spatiale du politique. Des textes de ce dossier (Jean-Pierre Charbonneau, Jean-Michel Roux) interrogent ainsi la façon dont une nouvelle prise en considération des habitants, considérés comme des acteurs et non des usagers, change la façon de concevoir le projet d'aménagement.

**Les échanges virtuels doivent trouver leur place.**



# La ville, site privilégié des mouvements de revendication

Cynthia Ghorra-Gobin

**D**E récentes mobilisations sociales dans plusieurs villes ont dénoncé le caractère insoutenable de la mondialisation néolibérale et les effets destructeurs du capitalisme financier débridé. Elles ont rappelé à l'opinion publique que les villes n'étaient pas uniquement le cadre privilégié de la production des richesses et qu'elles avaient autorisé l'organisation de révoltes fondatrices tout au long de l'histoire. David Garrioch a démontré que les métamorphoses de Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle avaient facilité l'avènement de la Révolution. Les transformations économiques, culturelles et sociales avaient favorisé un essor économique porté par une classe moyenne de plus en plus nombreuse, influente et dotée de capacités à revendiquer l'accès aux biens, aux fonctions, à la culture et au

*« Le 28 août 2013, Le président Obama a lui-même célébré la commémoration de La "marche vers Washington" et rappelé l'influence décisive du discours de Martin Luther King. »*

pouvoir. Le 28 août 2013, le président Obama a lui-même célébré la commémoration de la « marche vers Washington » et rappelé l'influence décisive du discours de Martin Luther King.

Aux États-Unis, du milieu de la décennie 50 au milieu de la décennie 60,

*« Le mouvement en faveur des droits civiques a débuté en 1955, Le jour où Rosa Parks, une ouvrière, a refusé de céder sa place dans un bus à un Blanc à Montgomery (Alabama). »*

les villes notamment dans le Sud furent le théâtre de revendications des Noirs. Le mouvement en faveur des droits civiques a ainsi débuté en 1955, le jour où Rosa Parks, une ouvrière, a refusé de céder sa place dans un bus à un Blanc à Montgomery (Alabama). Ce geste fut à l'origine d'une vive et large mobilisation décidée par le pasteur King pour le boycott des transports en commun dans cette même ville. Il était question d'une lutte non violente pour faire valoir le droit des Africains-Américains. Jusqu'ici ces derniers vivaient sous le régime de la décision de la Cour suprême de 1896 qui avait déclaré que la « séparation entre les races était constitutionnelle » à condition que les Noirs bénéficient d'équipements publics équivalents à ceux des Blancs. Le pasteur King, venu d'Atlanta, a par la suite organisé des manifestations à

Birmingham (Alabama) où les images de la brutalité des forces de l'ordre ont été diffusées par la télévision à l'ensemble du peuple américain. En 1963, la marche vers Washington s'est terminée par le discours historique *I Have a Dream*. Un an plus tard, trois autres marches se déroulèrent de la ville de Selma à Montgomery (Alabama). L'ensemble de ces mobilisations dans des villes *a priori* peu connues a entraîné l'adoption par le Congrès du *Civil Rights Act* en 1964, bannissant toute forme de discrimination fondée sur l'appartenance raciale, et le *Voting Rights Act* en 1965, restaurant et protégeant les droits civiques des Noirs.

Les dernières mobilisations sociales à Istanbul, Tunis, Rio de Janeiro et au Caire confirment le caractère universel du « droit à la cité » comme l'a écrit Henri Lefebvre. La ville continue de se présenter comme le site privilégié pour manifester, exprimer des revendications et réclamer une certaine reconnaissance pour plus de justice sociale.

*La ville continue de se présenter comme  
exprimer des revendications  
pour plus*

*Le site privilégié pour manifester,  
et réclamer une certaine reconnaissance  
de justice sociale.*

# Rebelles avec cause, mouvements sociaux et vie quotidienne au Brésil

Philippe Panerai

50

Dossier

**L**E Brésil a connu en juin les manifestations les plus importantes depuis la dictature. Comme la grande presse brésilienne concentrée à São Paulo, la presse internationale s'est généralement focalisée sur cette ville, la plus grande du pays. Pourtant, si les mouvements sociaux et la violence de la répression y ont pris une ampleur inégalée, réduire la révolte brésilienne au mois de juin pauliste risque de nous empêcher de prendre la mesure des faits. Nous n'avons pas été assez attentifs aux antécédents et au démarrage du mouvement ! Porto Alegre plutôt que São Paulo. Par analogie avec les manifestations des pays européens les plus touchés par la crise, Grèce, Espagne, nous avons négligé le caractère urbain des revendications. Enfin, une fois retombée la fièvre du printemps, la presse s'est intéressée au pape – au Brésil lui aussi – et l'actualité a glissé vers d'autres sujets.

Le MLP, *Movimento Passe Livre* (Mouvement pour un pass [de transport] gratuit),

est né à Porto Alegre en janvier 2005 pendant le Forum social qui fournit aux militants l'occasion d'avancer de nouvelles propositions pour endiguer l'embourgeoisement du Parti des travailleurs (PT) passé d'une opposition de gauche radicale au statut de parti de gouvernement (Lula est élu à la présidence de la République en 2002).

Le MLP s'appuie sur les revendications exprimées dans plusieurs villes – Salvador (Bahia) en 2003 et Florianópolis en 2004 et 2005 – contre la hausse des transports urbains pour en demander la gratuité. Au début de 2013, de nouvelles hausses relancent le mouvement. Conséquence du ralentissement de l'économie et des dépenses pour la Coupe du Monde, le ticket connaît plusieurs augmentations successives qui attaquent le niveau de vie des classes moyennes. À Porto Alegre, dès le mois de février, les étudiants se réunissent en assemblées générales et leurs revendications débouchent dès le

mois d'avril sur les premières manifestations. Grâce aux réseaux sociaux, leur action trouve un écho dans les autres villes touchées par les augmentations. Selon un engrenage classique, les dérapages et la répression violente des premiers *protestos* paulistes : 2 juin, 11 juin, vont mettre le Brésil dans la rue le 13 puis les 17 et 18 juin à São Paulo, Rio de Janeiro, Porto Alegre, Salvador, Florianópolis, Belém, Curitiba, Brasília... et encore le 22 puis le 26 juin avant de prendre en juillet un tour plus politique quand la présidente ouvre le débat et que les syndicats appellent à leur tour à manifester (11 juillet).

Le choix du thème des transports urbains n'est pas le fruit du hasard. La capitale du Rio Grande do Sul est la première ville dirigée par le PT qui, dès son élection en 1988, avait lancé un programme ambitieux de concertation avec les compagnies privées des transports urbains : modération des tarifs, augmentation du nombre de bus (donc des fréquences) et du nombre d'arrêts. Porto Alegre est alors devenu la vitrine de la démocratie participative (comme Curitiba celle de l'écologie).

*« Le choix du thème des transports urbains n'est pas le fruit du hasard. »*

La hausse des transports va donc remettre au premier plan le MLP, dans une ville qui s'est toujours singularisée par son audace politique face au capitalisme industriel de São Paulo et au conservatisme social du Nordeste. Sans leader officiel ni porte-parole, distant des partis politiques, le MLP va mobiliser les étudiants puis plus largement les jeunes en jouant sur les difficultés – et pas seulement le coût – des transports urbains. Le jeu manifestation/répression et la généralisation des *protestos* donnent au mouvement une ampleur inattendue qui ne saurait se résumer à une révolte gauchiste contre le parti au pouvoir. Et il faut se demander pourquoi la société brésilienne des grandes villes a adhéré aussi rapidement au mouvement.

Bien sûr la hausse des transports touche une classe moyenne que le ralentissement de l'économie inquiète, sentiment d'autant plus insupportable que le Brésil a connu pendant les années Lula une progression du niveau de vie sensible et continue. Mais si partant des transports, il s'ouvre aux questions de l'éducation, de la santé, dénonce la corruption et critique les dépenses pour le Mondial et les Jeux olympiques, le mouvement porte une revendication fondamentale sur la manière de vivre dans les villes brésiliennes. Des transports faciles c'est le droit à la ville pour tous ceux qui sans voiture ne peuvent plus sortir le soir et le MLP devient alors l'expression d'une revendication globale – une apostrophe

51

Dossier

« Mais si partant des transports, il s'ouvre aux questions de l'éducation, de la santé, dénonce la corruption et critique les dépenses pour le Mondial et Les Jeux olympiques, Le mouvement porte une revendication fondamentale sur la manière de vivre dans les villes brésiliennes. »

adressée aux édiles où se mêlent les thèmes de l'insécurité, de l'entretien, de la vie urbaine. Il proclame le rejet d'une accumulation de problèmes irrésolus que les habitants ne veulent plus supporter, le refus de l'inégalité. Au-delà des transports, c'est la mise en question du politique qui s'exprime. Comme souvent les partis sont désemparés. Une quinzaine de municipalités renoncent aux hausses. Après plusieurs défections de militants

*Trente ans après la fin de la dictature, Les Brésiliens réclament une autre ville et moins d'inégalités.*

en 1994, 1995, 2004 dont les petits partis appuient le mouvement, le PT s'inquiète. La présidente (élue en 2010) annule les voyages prévus au Japon et à Salvador pour entendre « la voix de la rue » et promet des réformes. La droite – c'est de bonne guerre – commence par appuyer le mouvement puis les débordements et les casseurs font peur et elle s'en désolidarise pour reprendre son rôle de parti de l'ordre confiant en sa police et son armée.

En juin 2013, c'est l'avenir de la société urbaine brésilienne qui est en cause. La presse brésilienne ne s'y est pas trompée qui, dès juillet, ne parle plus des manifestations qui s'étiolent mais s'interroge sur la capacité des politiques à comprendre la société, avec des interviews d'élus de tous bords et de Fernando Gabeira, le révolutionnaire romantique de la lutte contre la dictature, ou de Manuel Castells le sociologue qui a connu Mai 68.

Trente ans après la fin de la dictature, les Brésiliens réclament une autre ville et moins d'inégalités.

## Politique des installations

Michel Lussault

**D**ÉPUIS quelque temps déjà, on voit se multiplier, partout au monde, des actions qui, au-delà de leurs différences, convergent en ce qu'elles expérimentent de nouvelles modalités d'instaurer la cohabitation momentanée entre des individus librement assemblés en un lieu restreint. Certaines de ces opérations connaissent en France, ces temps-ci, un écho significatif, comme celle de Marseille, intitulée *Yes We Camp* (YWC). Développée en marge du programme de « Marseille 2013 Capitale européenne de la culture », sur les quais de l'Estaque, ce « camping participatif » devait durer de mai à début octobre 2013. Son succès fut remarquable. Il s'agissait – à lire Éric Pringels, qui est à l'initiative du « Off » de Marseille 2013, et y a donc inscrit une telle aventure collective (inspirée par de nombreuses opérations comparables menées à travers le monde) – « d'ouvrir un espace et un temps pour expérimenter une nouvelle pratique d'habitation

urbaine. Cette expérience est un mélange entre l'architecture contemporaine, les pratiques écologiques et les campements de Roms, sans chercher cependant à être dans un militantisme direct<sup>1</sup> ».

Ce « campement », puisque c'est le mot choisi, qui accueille plusieurs centaines de personnes, visa donc à dépasser la simple installation provisoire et ne se cantonna pas à un *happening*

*« Cette expérience est un mélange entre l'architecture contemporaine, les pratiques écologiques et les campements de Roms, sans chercher cependant à être dans un militantisme direct. »*

1. <http://www.yeswecamp.org>

créatif. Ses concepteurs et activistes entendirent créer des conditions d'invention d'un espace habité à la fois sobre, innovant, participatif et écologique. Ils s'appuyèrent sur les initiatives de ceux qui y résidèrent et sur des propositions bâties développées par plusieurs architectes et créateurs – beaucoup investis depuis longtemps dans la promotion des constructions légères, participatives, temporaires, peu coûteuses.

Je pense qu'on peut relier *Yes We Camp*, dont les promoteurs ne firent pas mystère de la dimension politique, sinon militante, de cette intervention *in situ*, aux occupations de places publiques dont *Occupy Wall Street* (Ows) fut l'exemple le plus médiatisé et connu. Ainsi, à Ows, comme à Ywc, ce qui soutint l'affirmation d'un « nous » engagé, le matérialisa, le rendit tangible et actif dans la sphère communicationnelle et dans le champ politique, ce sont l'espace investi et les pratiques de co-habitation qu'on y consacra et qui instaurèrent une réalité sociale et politique d'un genre nouveau. Dans tous les cas, l'espace matériel et les spatialités des installés ont servi de médium à la mise en scène de nouveaux collectifs. Il est frappant que lors d'*Occupy Wall Street*, qui se déploya à Zuccotti Park, au sud de Manhattan, comme sur toutes les places urbaines investies au même moment, on a assisté à une inscription de la contestation dans la durée, fondée sur une véritable co-habitation des lieux, certes temporaire,

*« Ses concepteurs et activistes entendirent créer des conditions d'invention d'un espace habité à la fois sobre, innovant, participatif et écologique. »*

mais assez persistante pour que le quotidien organise l'espace et instaure les spatialités – ce qu'on retrouve à *Yes We Camp* et dans les autres nombreuses opérations comparables. Un quotidien non pas désordonné, chaotique et subversif (comme on l'observe souvent dans des squats), mais banal, fondé sur la répétition très encadrée de tâches ordinaires – tâches dont la teneur et les modalités de réalisation furent mises en débat en tant qu'elles apparaissaient essentielles au projet. C'est ainsi la gestion domestique, ménagère même, ses exigences et sa répétition jour après jour, qui s'imposa comme une des clefs de l'instauration d'un « public » – au sens de Dewey, c'est-à-dire un ensemble de personnes formant des jugements communs autour d'une conduite à tenir et d'un intérêt à agir.

La co-habitation est en quelque sorte devenue l'action. Une co-habitation dont ses instigateurs et opérateurs mettent toujours en avant des traits qui pourraient augurer d'une autre manière de concevoir l'habitabilité du monde :

cogestion, mise en commun des ressources, partage des activités, concertation au sujet de l'affectation des différents endroits de l'étendue investie, égalité parfaite des genres, sobriété énergétique et recyclage, etc. On était frappé, en observant Ows comme Ywc, de cette volonté d'assurer au campement un régime de fonctionnement rassurant, efficace et de mettre en scène cette efficacité, comme un signe du sérieux des installés et du réalisme généralisable de leurs propositions.

Si toutes ces installations témoignent qu'un autre monde habité est possible, c'est parce qu'elles retrouvent la racine de la puissance politique de l'espace social, en jouant et jouissant du pouvoir que donne la présence d'individus assemblés, en revivifiant à la fois le principe du forum, de l'agora, de la place où l'on cause et agit, on investit ses compétences habitantes. Chacun s'y trouve sur un pied d'égalité, semblable en droits et devoirs par le seul fait d'être présent, tout en conservant son individualité.

Les installés, qu'ils soient campeurs ou occupants, tout à leur souci de faire vivre au quotidien leur campement, redonnèrent à la sociabilité ses espaces ordinaires, ses arènes concrètes du débat, où l'on peut éprouver physiquement sa relation à autrui, faire entendre dans des discussions situées, en une unité de temps et de lieu propice à l'échange comme à la dispute, la pluralité des conceptions de

*« Chacun s'y trouve sur un pied d'égalité, semblable en droits et devoirs par le seul fait d'être présent, tout en conservant son individualité. »*

la convivialité, ici à comprendre au sens premier du mot : la capacité de vivre en commun, de partager spatialement l'expérience sociale.

Ainsi, dans une société de communication immatérielle, de flux, d'échanges permanents, de vitesse et d'accélération, où tout semble bouger sans cesse, les installés nous rappellent judicieusement que la vie sociale et politique n'est rien sans les lieux et les espaces sociaux qui l'incarnent, la stabilisent, l'arriment. Il importe donc de réellement considérer ces opérations comme des expérimentations de réinvestissement spatial du politique, dont les résultats pourraient indiquer comment partager vraiment ce Monde et le réguler collectivement. Et que nous indiquent-elles alors ? Que le premier acte d'une redéfinition impliquée de notre rapport au Monde, afin de refaire société dans une période de doute, c'est d'occuper l'espace, d'y vivre en commun, de se réapproprier notre condition d'habitant.

# Une collectivité à l'écoute de ses pulsations

Jean-Pierre Charbonneau

Il est de grands déclencheurs comme les Jeux olympiques ou Lille 2004 et de petits déclencheurs qui correspondent plus à ce qu'est le quotidien de la vie urbaine et de l'action publique.

Une association investit un bâtiment pour y organiser un travail social. Un groupe d'artistes transforme l'ambiance d'une placette et crée des usages différents. Des jeunes s'accaparent un lieu qui devient leur point de rencontre. Un marché, une fête sont organisés qui font vivre différemment un territoire...

Ces événements peuvent soit n'avoir pas de suite, soit fournir à une collectivité l'opportunité d'imaginer une évolution urbaine positive. À y regarder de près, l'éphémère, les initiatives non institutionnelles permettent d'apprendre ce qui pourrait être attendu d'un lieu et par qui, avec la limite que ce sont des appropriations particulières. Mais qu'importe, pourvu qu'on en ait conscience ! L'informel parle de la vie, avec ses contra-

dictions mais aussi ses richesses, avant qu'elle ne soit passée à la moulinette de la vision technique, technocratique ou simplificatrice. Il donne l'occasion d'anticiper, de tester, d'expérimenter sans que des réponses toutes faites ne soient apportées *a priori*.

Pour cela, il faut ouvrir les yeux, observer, chercher à comprendre, accepter avec bienveillance ce qui ne vient pas d'une vision planifiée, avoir le désir et l'humilité de s'en nourrir, dépasser les méthodes rationnelles, les conventions.

*« L'informel parle de la vie, avec ses contradictions mais aussi ses richesses, avant qu'elle ne soit passée à la moulinette de la vision technique, technocratique ou simplificatrice. »*

Alors une collectivité peut en tirer profit. Elle peut même favoriser de telles démarches et les accompagner. Occuper temporairement des berges de fleuves est convaincant pour montrer comment elles peuvent participer à l'activité urbaine et les choix qu'il faut faire pour cela (en général les désencombrer des voitures en circulation ou stationnement). Ensuite, on peut approfondir les usages possibles et l'aménagement qui les traduira. Tenir compte du commerce informel dans les villes d'Amérique latine, même s'il est à la limite de la loi, et travailler avec leurs animateurs à trouver des solutions plus pérennes, est une manière de renforcer le dynamisme économique et social. Prendre acte de ce qui, à l'origine, est un lieu d'expression créative, culturelle ou numérique, imaginer comment la collectivité peut l'accompagner pour en faire un foyer de développement sans en être l'initiatrice, tout cela peut être plus efficace que de se substituer à ceux qui, déjà, ont fait et obtenu des résultats.

Une collectivité peut non seulement s'en nourrir mais elle peut aussi en faire un élément de sa stratégie. Elle peut favoriser les appropriations temporaires et regarder, analyser, montrer ce qui peut advenir pour que le public et elle-même comprennent mieux les possibles. Elle

*« Prendre acte de ce qui, à l'origine, est un lieu d'expression créative, culturelle ou numérique, imaginer comment la collectivité peut l'accompagner pour en faire un foyer de développement sans en être l'initiatrice, tout cela peut être plus efficace que de se substituer à ceux qui, déjà, ont fait et obtenu des résultats. »*

peut avancer par étapes, tester, laisser vivre, préciser et peu à peu construire ce qui deviendra pérenne. Une telle approche est riche d'enseignement pour que les réponses urbaines soient plus justes. Elle est d'autant plus pertinente à un moment où les budgets se font plus réduits et où, pour autant, il faut poursuivre l'amélioration de l'urbain. Elle suppose de ne pas tout planifier, d'être ouvert au changement, de laisser advenir des événements que l'on n'aura pas forcément imaginés, d'accepter l'imparfait, de ne pas finir.

*Il faut accepter avec bienveillance ce qui ne vient pas d'une vision planifiée, avoir le désir et l'humilité de s'en nourrir, dépasser les méthodes rationnelles, les conventions.*

# Quartiers indigènes

Jean-Michel Roux

58

Dossier

**L**E meilleur de la participation en urbanisme, c'est quand on met dans une grande salle le plus de gens possible, puis qu'on leur fait entendre la Parole, puis qu'on vérifie par petits groupes qu'Elle a été comprise, enfin qu'on immortalise l'événement pas des photos dans la revue municipale. Vous direz que je simplifie : eh bien oui, j'oublie les panneaux d'exposition ! Dans le projet d'aménagement, les commerces et les services seront aux normes. Pour les logements neufs, vous aurez le choix : des mètres carrés en appartement, calibrés par un promoteur, peut-être signés par l'immense Tarte-muche, architecte star (dans les grands projets) ; ou bien une maison sur catalogue (dans les lointaines périphéries).

Ce qui n'est pas interdit sera obligatoire. Élus et bureaux sont unis contre l'indiscipline. Vous bénéficiez du label éco-quartier ? Vous aurez droit à des fenêtres plus petites et des intérieurs plus frais en hiver. Rien qui corresponde à la

diversité des modes de vie et des situations familiales. Rien qui fasse contribuer les futurs habitants à la conception et l'édification de leur lieu de vie.

L'invention du quotidien trouve refuge dans les vieux quartiers, quand ils ne sont pas encore monuments histo-

*« Le meilleur de la participation en urbanisme, c'est quand on met dans une grande salle le plus de gens possible, puis qu'on leur fait entendre la Parole, puis qu'on vérifie par petits groupes qu'Elle a été comprise, enfin qu'on immortalise l'événement pas des photos dans la revue municipale. »*

riques. Il faut alors une autorisation municipale pour changer une fenêtre. Tout de même, les bâtiments anciens se prêtent aux remodelages et aux usages multiples, particulièrement dans les rez-de-chaussée. Mais les frontières entre espaces publics et espaces privés sont de plus en plus cadencées, de sorte que la complexité des cours et jardins intérieurs n'est plus perceptible du dehors, tandis qu'un empiètement sur la rue devient périlleux. Ainsi le gros de l'action politique urbaine se résume aux associations de défense, d'un site ou d'un voisinage, là où quelques capacités d'organisation demeurent. Avec les guérillas qui s'ensuivent : un promoteur doit-il reculer, dans une banlieue parisienne ? Le maire se venge en rasant les arbres, dans la rue des protestataires, au motif qu'ils gênent le stationnement.

La ville autogérée n'est pas faite seulement de pittoresques favelas ou d'aimables médinas spontanées, que vantent des reportages photos dans des magazines éclairés. Ce n'est pas une variante de l'indigénat colonial. Si vous aimez en plus l'eau courante et l'électricité, allez

*« Ainsi le gros de l'action politique urbaine se résume aux associations de défense, d'un site ou d'un voisinage, là où quelques capacités d'organisation demeurent. »*

au Nord en Europe, où on pratique la transition énergétique, l'habitat évolutif, le mélange logement-travail, la cogestion des cœurs d'îlots. Avec, depuis longtemps, des structures d'accueil (*baugruppen*), des produits (*doppelhaus* et dérivés), des concepteurs, des financements. Chez nous, des statuts juridiques, autopromotions ou coopératives d'habitants, sont enfin inscrits dans le projet de loi Alur, après une longue période de proscription. Il faudra encore convaincre les banques, et surtout les maires, qui refusent l'« entre-soi », suspect d'être source d'enfermement (et pire d'opposition). Et cette avancée, réservée au seul logement, ne dit encore rien sur les lieux collectifs.

*Il faudra encore convaincre les banques, et surtout les maires, qui refusent l'« entre-soi », suspect d'être source d'enfermement (et pire d'opposition).*

59

Dossier

# Michel LUSSAULT

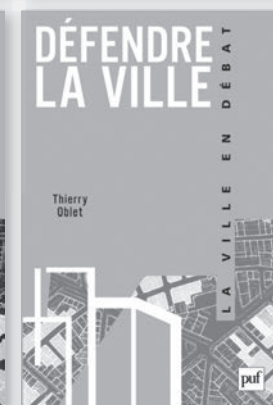
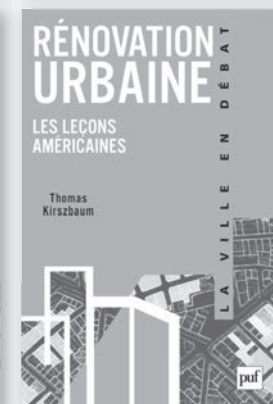
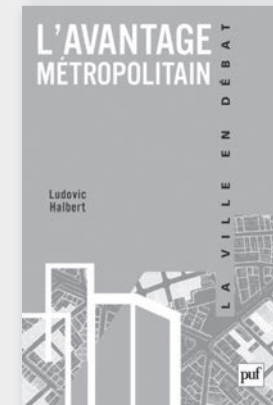
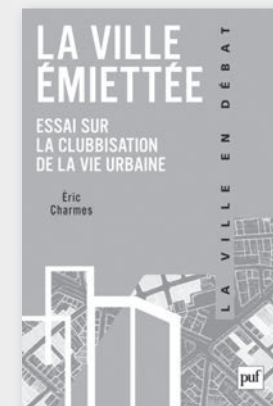


Une réflexion ambitieuse  
sur le monde de demain.

Seuil

# LA VILLE EN DÉBAT

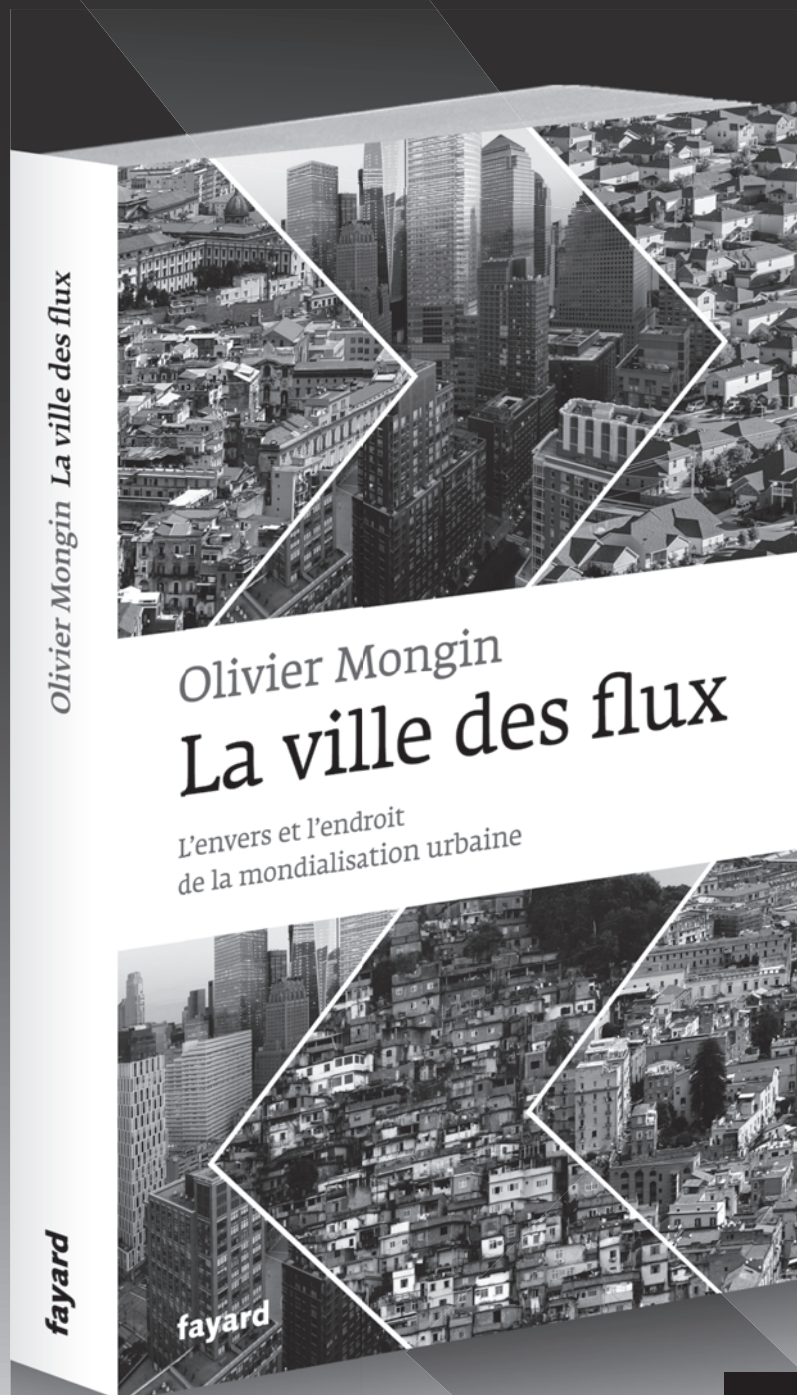
Une collection  
dirigée par  
**Jacques Donzelot**



puf

www.puf.com

# OLIVIER MONGIN



fayard

## Tous urbains

### Conseil éditorial

Frédéric Bonnet  
Jean-Pierre Charbonneau  
Cristina Conrad  
Jacques Donzelot  
Cynthia Ghorra-Gobin  
Michel Lussault  
Olivier Mongin  
Philippe Panerai  
Vincent Renard  
Jean-Michel Roux

### Secrétariat de rédaction

Laurence Vet

### Directeur de publication

Olivier Mongin

### Gestion des abonnements, diffusion et vente des numéros :

Presses universitaires de France  
Abonnement 2013 (4 numéros)  
France ..... 20 € TTC  
Étranger ..... 30 € HT  
Prix au numéro ..... 5 € TTC

### Fabrication-impression

Transfaire SARL, 04250 Turriers  
Photo de couverture : Ph. G.-M.

ISBN 978-2-13-06258-10

ISSN 2265-9811

Dépôt légal : novembre 2013

© Presses universitaires de France, 2013  
6, avenue Reille – 75685 Paris cedex 14



|   |    |  |    |
|---|----|--|----|
| La charte <b>Tous urbains</b> .....                   | 2  | <b>Entretien</b>   |    |
| En guise d'ouverture .....                            | 3  | Entretien avec Georges Zouain,<br>directeur de Gaia Heritage,<br>société de conseil en gestion<br>du patrimoine culturel |    |
| <b>Éditos</b>   |    | <b>Remettre le patrimoine<br/>dans la cité, de Grenade<br/>à Salalah en passant<br/>par Doha et Abou Dhabi</b> .....     | 30 |
| Nous sommes tous co-habitants                         |    | <b>Scènes de vie</b>   |    |
| Michel Lussault .....                                 | 4  | <b>La convivialité<br/>est-elle un académisme ?</b>  |    |
| Pour une approche plurielle<br>de l'urbain            |    | Joël Baqué .....   | 42 |
| Olivier Mongin .....                                  | 6  | <b>Dossier</b>   |    |
| Le nouveau billet de 5 euros                          |    | <b>Ces espaces<br/>où la politique s'invente</b>   |    |
| Philippe Panerai .....                                | 8  | <b>La ville, site privilégié<br/>des mouvements<br/>de revendication</b>   |    |
| <b>Subprime : un défi<br/>à l'« idéal » suburbain</b> |    | Cynthia Ghorra-Gobin .....   | 48 |
| Cynthia Ghorra-Gobin .....                            | 10 | <b>Rebelles avec cause,<br/>mouvements sociaux<br/>et vie quotidienne au Brésil</b>                                      |    |
| L'urbain, en vérité                                   |    | Philippe Panerai .....   | 50 |
| Jacques Donzelot .....                                | 12 | <b>Politique des installations</b>   |    |
| Idées reçues<br>et autres lieux communs               |    | Michel Lussault .....  | 53 |
| Jean-Pierre Charbonneau .....                         | 14 | <b>Une collectivité à l'écoute<br/>de ses pulsations</b>   |    |
| L'« affirmation » des métropoles                      |    | Jean-Pierre Charbonneau .....  | 56 |
| Jean-Michel Roux .....                                | 16 | <b>Quartiers indigènes</b>   |    |
| Ingénieur, civil ?                                    |    | Jean-Michel Roux .....   | 58 |
| Frédéric Bonnet .....                                 | 18 |  |    |
| D'un choc à l'autre                                   |    |  |    |
| Vincent Renard .....                                  | 20 |  |    |
| <b>Regard critique</b>                                |    |  |    |
| Le <i>Millenium Park</i> , Chicago                    |    |  |    |
| Michel Lussault .....                                 | 22 |  |    |

Retrouvez dans le prochain numéro,  
vos rubriques habituelles :

- Les Éditos des membres du collectif éditorial
- Le regard critique
- Le grand entretien
- Les scènes de vie
- Le dossier

5 €

